

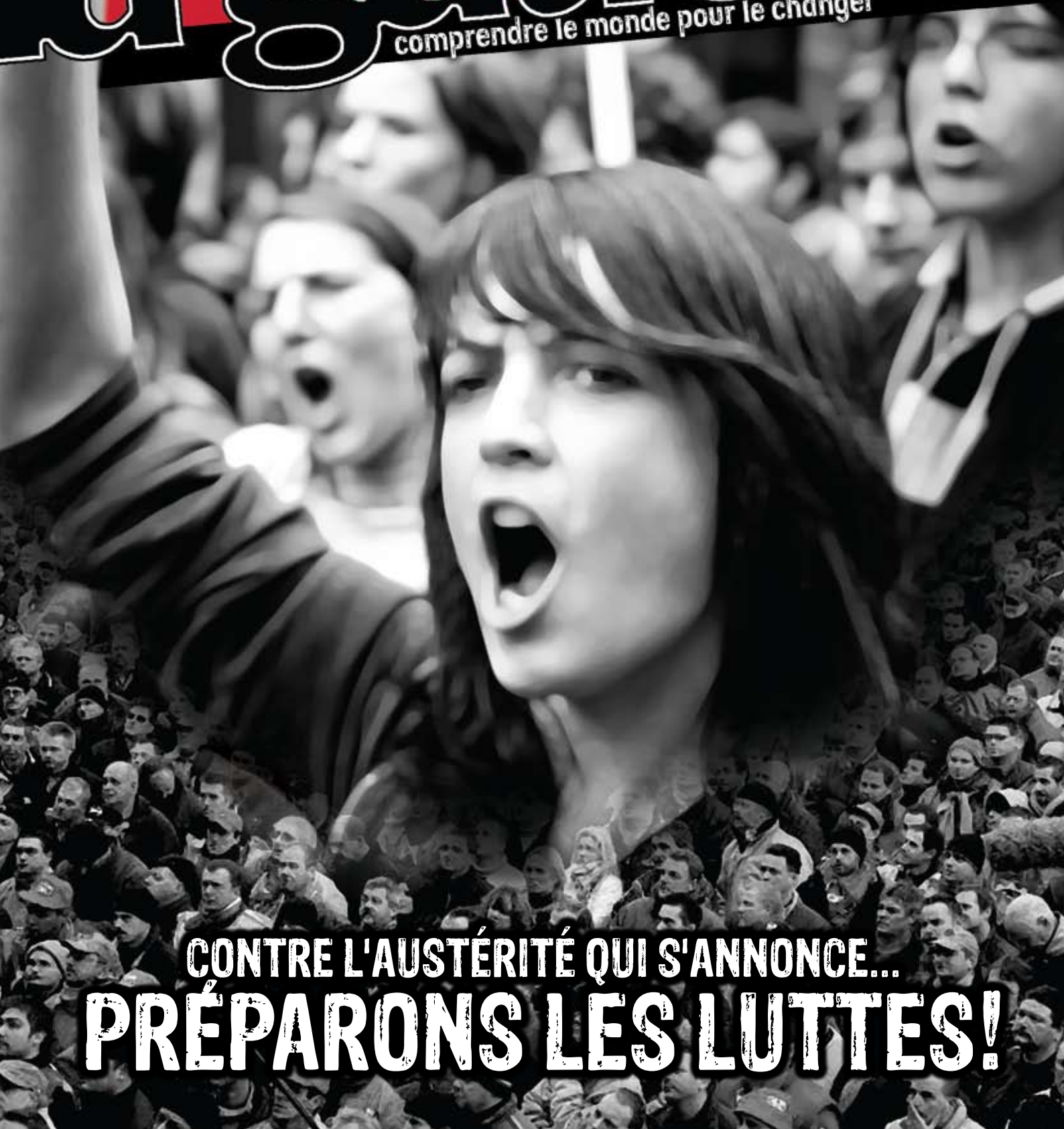
#48

prix 1,50 euro | 54e année | juillet-août 2010

BELGIE-BELGIQUE
P.B. 1/9352
BUREAU DE DÉPÔT
BRUXELLES 7
JUILLET-AOÛT 2010

la gauche

comprendre le monde pour le changer



**CONTRE L'AUSTÉRITÉ QUI S'ANNONCE...
PRÉPARONS LES LUTTES!**

- 3 **Edito** par Sandra Invernizzi
- 4 **Le Mondial d'Afrique et du fric** par Guy Van Sinoy
- 6 **Elections: une double polarisation dans les urnes**
par Thierry Pierret
- 8 **Front des Gauches: un bilan positif
et une expérience unitaire à poursuivre et à élargir**
par Denis Horman et Ataulfo Riera
- 11 **Résolution de la LCR:
Poursuivre et élargir le Front des Gauches**
- 12 **Carrefour: L'accord social a divisé les travailleurs**
par Guy Van Sinoy
- 14 **Interview d'une déléguée FGTB chez Godiva**
par Guy Van Sinoy
- 16 **La FGTB en congrès** par Denis Horman
- 19 **Pour quelques plans Marshall de plus...**
par Jean Peltier
- 21 **BDS: Plusieurs organisations syndicales
appellent au boycott d'Israël**
- 22 **BDS: Le phénomène de boycott contre Israël
gagne en dynamique**
- 23 **Cet "Appel à la raison" est irréaliste et immoral**
par Michel Staszewski
- 24 **La Turquie a-t-elle changé de camp?** par Thierry Pierret
- 25 **Chine: Bagong (grève)** par la Commission syndicale
de la LCR-SAP
- 26 **Grèce: le capitalisme nuit gravement à la santé!**
par Bruno De Wit
- 27 **Reb-elles: Défendre le libre choix des femmes**
entretien avec Ida Dequeeker
- 29 **Congo: discours de Patrice Lumumba**
- 31 **Les crimes de la Belgique coloniale au Congo**
par Eric Toussaint
- 35 **A lire**
- 36 **Tricot Trottoir contre roi colonial** par Nadine Rosa-Rosso

cover

photomontage: Little Shiva

back cover

photo: Tricot Trottoir



Ont collaboré à ce numéro: Ataulfo Riera, Bruno De Wit, Chris Den Hond, Denis Horman, Eric Toussaint, Guy Van Sinoy, Ida Dequeeker, Jean Peltier, Little Shiva, Michel Staszewski, Michèle Marteaux, Sandra, Stéphanie Staïesse, Thierry Pierret, Thierry Tillier, Thomas Weyts

La Gauche est le journal bi-mestriel de la Ligue Communiste Révolutionnaire LCR, section belge de la Quatrième Internationale.

Les articles signés n'engagent pas forcément la rédaction.

Adresse et contact: 20, rue Plantin 1070 Bruxelles, info@lcr-lagauche.be

Tarifs et abonnements: 1,5 € par numéro; 8 € par an.

A verser sur le n° de compte de la Formation Léon Lesoil: 001-0728451-57 mention "La Gauche"

La Gauche est éditée par la Formation Léon Lesoil
e.r. A. Riera
20 rue Plantin, 1070 Bruxelles

Formation
LEON LESOIL

www.lcr-lagauche.be

Le beurre, l'argent du beurre, le sourire de la crémière et les clefs du magasin...

par Sandra Invernizzi

De même que les gouvernements de toute l'Europe mènent une offensive d'austérité, en Belgique, la future coalition gouvernementale, quelle que soit sa composition, suivra la cadence. Les travailleurs-euses ne peuvent rien attendre de partis traditionnels qui ne remettent nullement en cause la logique du système. Plus que jamais, une mobilisation importante du mouvement ouvrier est nécessaire et vitale.

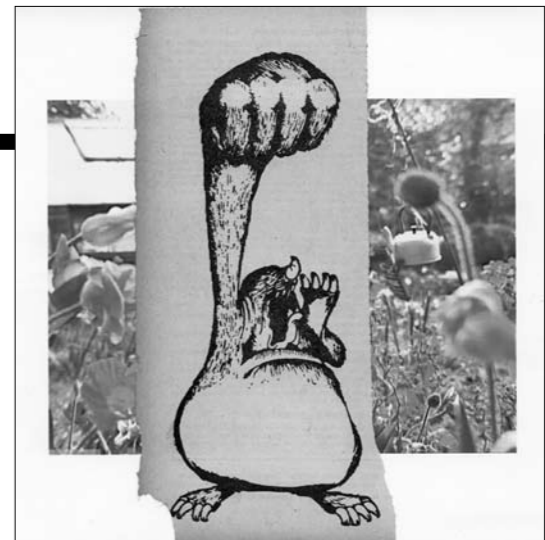
Il y a 2 ans, Les banques subissaient les conséquences désastreuses de la crise des subprimes qu'elles avaient elles-mêmes créé avec leur soif de profit sans fin. Pour sauver les banques, et donc l'économie privée, les états se sont endettés auprès des mêmes organismes financiers qui ont profité de ce soutien généreux. Résultat, des Etats endettés, préalablement enfermés dans le carcan du Pacte de stabilité de l'Union européenne, en sont à devoir "justifier" et "corriger" leurs dépenses publiques auprès des agences de notation.

Cette crise et sa gestion démontrent de manière éclatante la nature de cette Union européenne, un vulgaire instrument aux mains des capitalistes qui leur permet de se servir de l'argent public quand ils en ont besoin et d'imposer des mesures d'austérité lorsque la manne publique n'est plus suffisamment plantureuse... Le capital, le marché "libre", le libéralisme et la course aux profits sont des intouchables, tandis que les travailleurs-euses et les droits sociaux restent une variable d'ajustement de l'économie, malléables et exploitables à l'infini.

Maintenant, l'Union européenne entre dans une phase encore plus redoutable et sans

scrupules. Après avoir essayé les plâtres en faisant payer l'éclatement de leurs bulles financières par les Etats, les spéculateurs passent à la vitesse supérieure et dictent directement aux gouvernements complices leur fonctionnement économique pour pouvoir ensuite prélever leur part. Un seul mot d'ordre dans toute l'Europe; il faut que les états soient solvables et pour cela, les dépenses publiques doivent être réduites de manière drastique.

Toujours assurés du dévouement des dirigeants, qu'ils soient libéraux ou sociaux-démocrates, l'UE et le FMI n'ont eu qu'à annoncer la couleur et les gouvernements ont fait le reste. Le PASOK socialiste grec, l'alliance des conservateurs et des sociaux-démocrates de Grande Bretagne, le socialiste espagnol Zapatero, les portugais "de gauche" et les allemands "de droite"... tous suivent à la lettre les instructions: diminution des budgets et des dépenses dans la santé, l'enseignement, l'éducation; gel et diminution des salaires et des retraites des fonctionnaires; suppressions de postes dans la fonction publique; allongement de l'âge de la pension; privatisation des services publics, augmentation de la TVA, réforme du code du travail pour "simplifier" les licenciements. Le beurre, l'argent du beurre, le sourire de la crémière et les clefs du magasin... Les capitalistes veulent tout et l'Union européenne et ses gouvernements aux ordres vont tout leur



donner si on les laisse faire. Les conquêtes sociales des travailleurs-euses fondent comme neige au soleil devant cette offensive sans précédent. Face à une telle machine

de guerre et de destruction sociale, notre seule chance est de nous organiser. Etape par étape et aussi méthodiquement qu'ils nous ont volés nos droits, nous devons les reprendre et notre but doit être clair: si l'Union Européenne n'est pas cet instrument de "paix et de progrès" qu'ils nous ont tant vanté, alors nous devons la rejeter, la mettre en crise terminale pour ouvrir la voie à une toute autre Europe: celle des peuples et des travailleurs-euses.

La riposte du mouvement ouvrier commence à se dessiner; la fin du mois de juin a vu des grèves générales s'organiser en France, Grèce, Espagne, Italie. En Belgique, les syndicats préparent la manifestation Européenne du 29 septembre qui aura lieu à Bruxelles, appelée par la Confédération européenne des syndicats (CES). Si nous voulons garder une chance de ne pas voir tous nos droits sociaux broyés par la machine financière européenne, nous ne pouvons que mettre toutes nos forces pour faire que le 29 septembre soit le coup d'envoi d'une mobilisation et d'une grève générale coordonnées à l'échelle européenne – et ce, au-delà de l'orientation plus que discutable du mot de ordre de la CES pour une relance de la croissance. ■

collage: Thierry Tillier – www.thierrytillier.com

Le Mondial d'Afrique et du fric

par Guy Van Sinoy

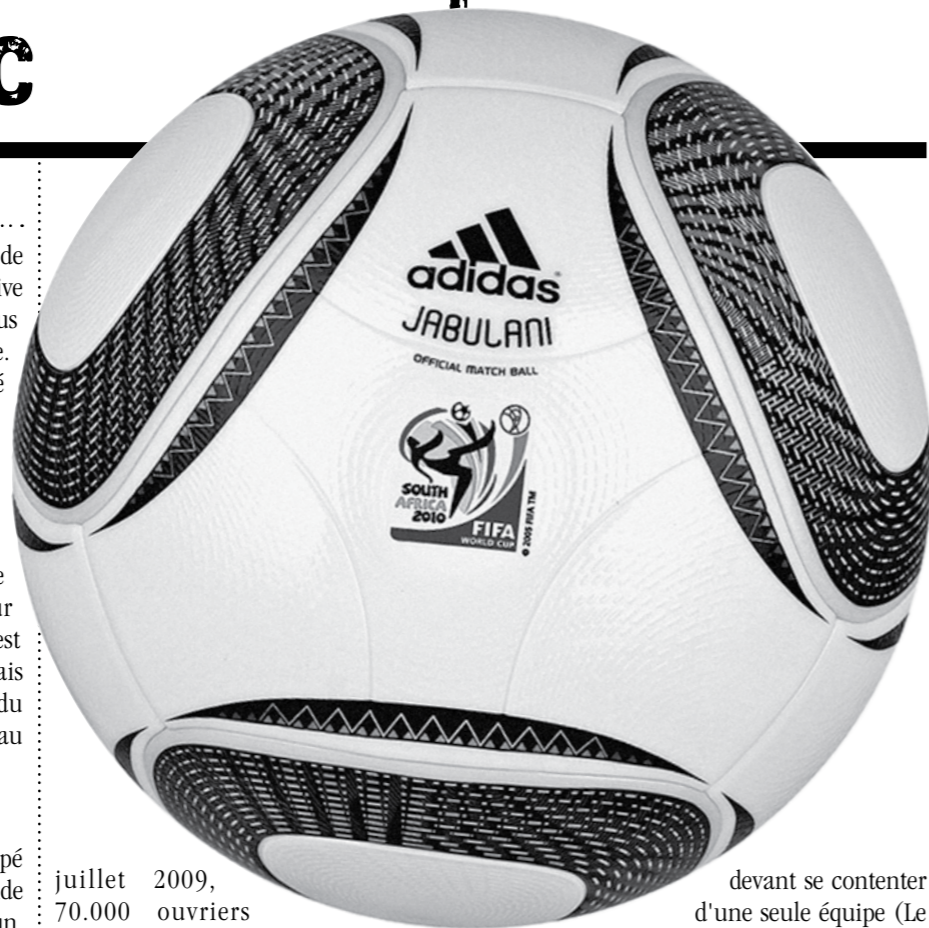
L'organisation de la Coupe du Monde de football (la vitrine sportive la plus lucrative du monde) en Afrique (le continent le plus pauvre de la planète) est un symbole. En 1974, l'équipe du Zaïre avait été la première équipe d'Afrique noire à participer à la phase finale de la Coupe du Monde, en Allemagne, où elle avait perdu ses trois matches. En 1990, les Lions indomptables du Cameroun ont failli éliminer l'équipe d'Angleterre en quarts de finale. Aujourd'hui, sur la planète foot, le continent africain est devenu une puissance respectable. Mais cette Coupe du Monde en Afrique du Sud est-elle l'occasion de contribuer au développement du continent africain ?

Les grands absents des stades

Alors que six pays africains ont participé à la phase finale de la Coupe du Monde 2010 (Afrique du Sud, Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana et Nigeria) presque tout les pays émergents étaient absents, si l'on excepte le Brésil qui est toujours là au Mondial. La Chine n'était pas là, pas plus que l'Inde, ni la Russie, ni l'Indonésie, ni bien d'autres. Au total, plus de la moitié des habitants de la planète ont dû se résoudre à soutenir une équipe nationale qui ne représentait pas leur pays.

Mais les pays émergents n'étaient pas seulement absents du terrain et des vestiaires. Ils ont aussi été absents de la construction des stades, alors que pour la Coupe d'Afrique en Angola, en avril 2010, les entreprises chinoises avaient quasiment construit toutes les infrastructures sportives. Rien que pour la Coupe du Monde, près d'un milliard de dollars a été investi dans des travaux pharaoniques de construction de cinq nouveaux stades et d'agrandissement de cinq autres. Le groupe allemand GMP (Gerkan, Marg und Partner) et le groupe Sud Africain Murray & Roberts ont réalisé une bonne partie des infrastructures sportives.

Les travailleurs sud-africains seront aussi en grande partie absents des stades. En



juillet 2009, 70.000 ouvriers du bâtiment occupés à la construction des stades, payés pour la plupart 225 euros par mois, ont fait grève pour arracher 15% de hausse de salaire. Certains travailleurs ne recevaient que 4 euros par jour de travail. La toute grande majorité de ces travailleurs n'ont pas eu les moyens de s'acheter un billet pour suivre un match important. Pour la finale, une place sur un bon siège représente près de 7 mois de salaire! Que deviendront ces stades une fois la Coupe du Monde terminée est évidemment une bonne question dans un pays où 7 millions d'habitants vivent encore dans des bidonvilles.

Equipementiers: la bonne affaire!

Au niveau des équipementiers (chaussures, maillots) les grands occupent évidemment une place de choix dans le partage du gâteau. Les firmes allemandes Adidas et Puma équipent respectivement 12 équipes (dont l'Allemagne, l'Argentine et l'Espagne) et 6 équipes (dont l'Italie). L'américain Nike est le fournisseur de 9 équipes (dont le Brésil, le Portugal et les Pays-Bas). L'équipementier espagnol Joma

devant se contenter d'une seule équipe (Le Honduras) et l'italien Legea de la seule Corée du Nord.

Adidas, qui a racheté Reebok en 2006, produit aussi le Jabulani, ballon officiel de la Coupe du Monde sud-africaine, et a déjà vendu 13 millions d'exemplaires de ce ballon depuis le début 2010. En outre, au premier trimestre de cette année Adidas a déjà vendu 6,5 millions de maillots aux couleurs des équipes sous contrat. Adidas emploie 2.400 personnes en Allemagne et près de 40.000 dans le monde. Devinez où sont fabriqués, les ballons, les maillots et les chaussures...

Quand la FIFA rafle le magot

De son côté, la Fédération internationale de football (FIFA) a négocié sous sa propre régie la vente aux chaînes TV des droits de retransmission des matches (1,2 milliards d'euros de recettes). Mais il serait naïf de croire que la FIFA s'est contentée de cela. Les vendeurs de rue ont été chassés des abords des stades et des grands axes par une milice privée payée par la FIFA afin de lutter contre le "marketing insidieux", c'est-à-dire la vente de boissons et de

nourriture par une autre voie que celle des sociétés commanditaires de la FIFA (McDonald's, Coca-Cola, Budweiser, etc.). Au total, l'événement a généré 3,3 milliards de dollars de revenus pour la FIFA.

Une compétition taillée sur mesure pour l'élite européenne

Sur la planète foot, l'Europe occupe une place de choix. Non seulement parce que la moitié des équipes qui participent sont européennes, mais aussi parce que beaucoup des grands joueurs sud-américains, et quasi tous les Africains, jouent dans des clubs européens qui entretiennent des équipes de foot dotées de budgets colossaux. L'Afrique fait désormais partie de cette immense machine à sous, mais elle ne contrôle rien.

Le tournoi est donc façonné par et pour l'élite européenne. Le fait qu'il se soit déroulé en Afrique du Sud en juin et en juillet (c'est-à-dire localement, en hiver) signifie dans des conditions climatiques favorables aux équipes européennes, mais aussi dans des fuseaux horaires propices à la retransmission des matches en direct.

Si la Coupe du Monde s'était déroulée au Nigeria, non seulement les conditions climatiques auraient été autres, mais l'équipe nigériane aurait sans doute été portée par une vague de ferveur populaire, ce qui n'était pas possible en Afrique du Sud où, du temps de l'apartheid, le football était considéré comme un sport "noir" (par rapport à des sports tels que le cricket ou le rugby) et recevait peu de moyens.

L'économie de marché appliquée au trafic d'êtres humains

Dans un monde où tout se vend et tout s'achète, des entrepreneurs créent des écoles de football en Afrique pour former de jeunes joueurs et puis les vendre aux clubs européens. Ce système a des conséquences sur la composition des équipes pendant le Mondial car les meilleures équipes d'Afrique doivent être assemblées à partir de joueurs éparpillés dans toute l'Europe et qui n'ont souvent pas l'occasion de jouer ensemble. Mais cela va même plus loin. Le Ghana possède peu de buteurs car le pays est surtout connu pour la qualité de ses joueurs de milieu de terrain, c'est-à-dire pour ce que le système a produit. Les équipes d'Afrique doivent donc se débrouiller avec ce que les pays riches veulent tirer d'eux.

La toute grande majorité des joueurs africains ne finissent pas superstars dans des clubs prestigieux tels que Chelsea ou

Barcelone. La plupart se retrouvent dans des coins perdus d'Europe, puis sont échangés contre de petites sommes d'argent par des clubs en manque de fonds qui cherchent des footballeurs de qualité. Ils représentent une sorte de lumpen prolétariat du football professionnel. Ils débarquent en général très jeunes dans des endroits dont ils ne savent rien et où le racisme est rampant. Aujourd'hui, les joueurs africains représentent la majorité des professionnels en Roumanie, et plus d'un tiers en Suisse et en Ukraine. La main-d'œuvre africaine est désormais incontournable pour le menu fretin des championnats européens. Sur le plan du football, comme sur le plan de ses matières premières, l'Afrique est donc considérée comme une mine d'or ouverte au pillage. Et de ce point de vue, le Mondial est non seulement un événement planétaire générateur de profits colossaux pour une petite minorité. Il est aussi le miroir d'un système économique vorace que l'on nomme capitalisme. ■

La p'tite entreprise... connaît pas la crise

L'équipe qui remportera le trophée de la FIFA, repartira avec une coupe en or de 18 carats pesant 6 kilos, dans une luxueuse valise de marque Louis Vuitton. La marque (bagages, sacs, montres, ceintures, agendas, bijoux...) ne parraine cependant aucune équipe nationale. Elle n'en a pas besoin car même sans le foot les affaires de Louis Vuitton tournent rond: 16,5 milliards d'euros de chiffre d'affaire en 2009 (+2%). Les ventes feront certainement un bond en avant le soir de la finale, lorsque le représentant de Vuitton sortira de la valise la coupe du monde devant un milliard de téléspectateurs. Vuitton prépare soigneusement ses campagnes publicitaires avec un casting soigné: Madonna, Jennifer Lopez, Keith Richards, André Agassi, etc. Pour le Mondial, Zidane, Pelé et Maradona posent sur une photo publicitaire dans un café où ils ont déposé leurs bagages (Vuitton) le temps d'entamer une partie de baby-foot. ■

Vuvuzela... c'est pas fini!

La Chine ne s'est pas qualifiée pour la Coupe du Monde de foot, mais elle s'est assurément qualifiée pour la fabrication à grande échelle de la vuvuzela, cette trompette en plastique, on ne peut plus simple et on ne peut plus bruyante. Neuf vuvuzelas sur dix sont en effet fabriquées en Chine. "Depuis le début de la Coupe du Monde, les ventes ont explosé", a déclaré Shi Xinqing qui tient une boutique dans le marché de gros et une autre sur un site internet. "J'ai plus d'une centaine de commandes par jour, c'est incroyable!" Depuis le début du Mondial, les usines chinoises tournent à plein régime et on frôle la rupture de stock.

Au détriment de la santé de nos oreilles, la mode vuvuzela risque de ne pas se clôturer avec la fin du Mondial car les importateurs ont déjà trouvé d'autres clients: fans de sport, joyeux fêtards, mais aussi organisations syndicales! Des vuvuzelas dans les rues de Bruxelles le 29 septembre prochain lors de la manifestation syndicale organisée par la CES? C'est plus que probable! ■



Une double polarisation dans les urnes

par Thierry Pierret

Les élections législatives anticipées du 13 juin constituent un scrutin de rupture. Jamais on n'a vu un résultat électoral aussi net et en même temps aussi contrasté de part et d'autre de la frontière linguistique.

Du côté francophone, la victoire du PS est éclatante avec quelque 37% des voix en Wallonie. Si on s'attendait à ce qu'il progresse nettement par rapport au scrutin législatif de 2007 qui l'avait lourdement sanctionné, sa progression par rapport au scrutin régional de 2009 a surpris jusque dans nos rangs. Son ampleur a d'ailleurs coupé l'herbe sous le pied à Ecolo et au CDH qui stagnent à la baisse autour des 12%. L'écart entre le PS et le MR – qui chute à 22,5% – est désormais de plus de 15% en Wallonie.

Si le PS progresse aussi à Bruxelles, le MR parvient à y limiter la casse grâce au FDF. Mais c'est au prix d'un rééquilibrage interne des forces en faveur de ce dernier. Son chef de file Olivier Maingain, qui était aussi tête de liste MR à BHV, engrange quelque 63.000 voix de préférence contre 40.000 en 2007. De plus, il y a désormais 3 FDF sur les 5 députés MR de BHV (contre 2 sur 6 en 2007). Le MR est plus que jamais dépendant du FDF, ce qui ne va pas sans tensions. Certains libéraux souhaiteraient se débarrasser du FDF – qui risque d'être intraitable sur BHV – et gagner ainsi leur ticket d'entrée au gouvernement.

La victoire du PS est pourtant moins surprenante qu'il n'y paraît. Le contexte de ces élections-ci est radicalement différent de celui de 2007. A l'époque, le PS était englué dans les affaires de corruption, le climat communautaire était plus ou moins serein et la crise du crédit n'avait pas encore ébranlé l'économie mondiale. Le MR avait alors réussi le tour de force de se profiler comme un parti d'opposition à l'"Etat-PS" tout en siégeant avec lui au gouvernement fédéral et de lui ravir ainsi la première place en Wallonie.

Il en va tout autrement aujourd'hui. La crise capitaliste a détruit des milliers

d'emplois. Dans ce contexte, le discours rassurant du PS sur la défense de la Sécurité sociale et des plus faibles ne pouvait que faire mouche, d'autant plus qu'il s'est profilé comme le dernier recours face à la menace d'une scission du pays, avec son président, Elio Di Rupo, comme "premier ministrable" francophone. Cela n'a laissé que peu d'espace à sa gauche. Le PTB obtient 2% en Belgique francophone. Le Front des Gauches, auquel participait la LCR, obtient 1,1% au Sénat.

Du côté flamand...

Du côté flamand, les sondages avaient annoncé la victoire de la N-VA. Le parti nationaliste a fait plus que confirmer les sondages avec quelque 28% des voix à la Chambre en Flandre. Elle fait plus que doubler son score des élections régionales de l'an dernier. Pour la première fois, les sociaux-chrétiens ne sont plus la première force politique en Flandre. Ils sont même distancés de plus de 10% par leur ancien partenaire de cartel. La victoire de la N-VA est encore plus éclatante au Sénat où elle remporte 32% des voix dans le collège néerlandais. Son président et tête de liste au Sénat, Bart De Wever, a récolté près de 765.000 voix de préférence. La N-VA passe de 7 à 27 députés, ce qui en fait le groupe le plus important à la Chambre juste devant le PS (26 sièges).

La N-VA prend des voix à presque tous les partis flamands. Le CD&V, le VLD et le Vlaams Belang chutent lourdement à respectivement 17,6%, 13,8% et 12,8%; la Lijst Dedecker est laminée à 3,9%. La surenchère communautaire de ces partis a fait le lit de la N-VA. Une surenchère qui, dans le cas du CD&V, s'est doublée d'une incapacité à réaliser la moindre de ses ambitieuses promesses en la matière. L'aventurisme du jeune président du VLD, qui a fait tomber le gouvernement pour asseoir son autorité sur la vieille garde du parti, y a également contribué. Seuls Groen ! en légère hausse à 7% et le SP.a en stagnation à la baisse à 14,9% tirent leur épingle du jeu. Ce sont justement les deux partis qui n'ont pas joué la carte



communautaire dans ces élections.

La Flandre frappée par la crise

Mais le succès de la N-VA ne s'explique pas seulement par les erreurs de stratégie des autres partis. La crise du crédit et ses répercussions dans l'économie réelle a frappé la Flandre de plein fouet. Les destructions d'emplois et les fermetures d'entreprises y ont été beaucoup plus nombreuses qu'à Bruxelles et en Wallonie. Le mythe d'une Flandre opulente et prospère vantée par tous les politiciens flamands s'est effondré. Un spectre s'est mis à hanter le plat pays, le spectre de la "wallonisation". C'est la peur de connaître le même sort que la Wallonie depuis les années 60, c'est-à-dire la désindustrialisation massive. La fermeture d'Opel à Anvers en est le symbole dans une région où nombre d'emplois directs ou indirects dépendent de l'industrie automobile.

Dans une telle situation, il aurait paru logique que la Flandre cherche son salut dans une solidarité nationale accrue. La ministre fédérale de l'emploi, Joëlle Milquet, a d'ailleurs eu beau jeu de rappeler que ses mesures anticrise avaient surtout sauvé des emplois en Flandre. Mais la peur panique d'une certaine Flandre d'être prise en tenaille entre une mondialisation où elle pèse si peu et une Wallonie sinistrée dont elle refuse de partager le sort a au contraire enclenché une fuite en avant vers plus d'autonomie dans une tentative aussi vaine que désespérée de rétablir la compétitivité de la Flandre. D'où la volonté de la N-VA de scinder la Sécurité sociale et la concertation salariale pour enclencher une spirale à la baisse des salaires. Si ce sentiment est encore peu répandu dans la

classe des travailleurs, il s'est largement emparé des classes moyennes et d'une partie de la bourgeoisie du nord du pays.

Voilà pourquoi le blocage de la réforme de l'Etat est apparu comme insupportable aux yeux de l'opinion publique flamande. La N-VA a été perçue comme le seul parti capable d'imposer une percée dans ce domaine après les revers successifs du CD&V qui a préféré sacrifier le cartel et ses promesses à la stabilité gouvernementale. Le vote pour plus d'autonomie se double ainsi d'un vote anti-establishment qui a jadis profité au Vlaams Belang et à la Lijst Dedecker.

Si la N-VA est, de justesse, le plus grand groupe politique à la Chambre, cela traduit mal la réalité des rapports de force politiques. En effet, le PS participe au pouvoir sans interruption depuis 1988 au niveau fédéral comme dans les Régions. Il peut compter sur une dizaine de cabinets ministériels pour l'épauler dans la négociation à venir; il a de puissants relais dans les différentes administrations où il a placé ses hommes liges; il dispose d'un centre d'études riche d'une longue expertise et pouvant compter sur de nombreux collaborateurs universitaires. Et il a surtout des liens étroits avec l'appareil de la FGTB, le syndicat socialiste majoritaire en Wallonie et à Bruxelles. Il conserve aussi des liens avec le SP.a, son équivalent en Flandre, ce qui fait de la "famille socialiste" la première force politique du pays, avec 39 sièges.

Si le CD&V a perdu les élections, il dispose des mêmes ressources que le PS. Il n'hésitera pas à les mobiliser dans la négociation à venir pour prendre sa revanche sur la N-VA qui en est totalement dépourvue. La démission de la présidente du CD&V risque d'ouvrir la voie à son aile la plus à droite et la plus nationaliste et de distendre ses liens avec la CSC, le syndicat chrétien, majoritaire en Flandre. Cela pourrait ouvrir la voie à une recrudescence des luttes sociales en Flandre contre les mesures d'austérité prônées par la N-VA, dont le programme socio-économique, très à droite et ultra-libéral, heurte de plein fouet le mouvement ouvrier. Cela donnera aussi lieu à une "guerre de tranchées" au sein de l'aile flamande du futur gouvernement dont la stabilité sera soumise à rude épreuve.

Démanteler les principales conquêtes sociales

Que va-t-il se passer maintenant? Le PS et

la N-VA semblent vouloir conclure un accord le plus vite possible. Les médias ont évoqué une alliance objective entre la N-VA et le PS. La N-VA recevrait toute latitude pour appliquer son programme communautaire tandis que le PS aurait toute latitude pour appliquer son programme socio-économique. C'est évidemment un leurre, car le communautaire et le socio-économique sont interdépendants. Pourtant, certains dirigeants – proches du PS – de la FGTB wallonne se sont engouffrés dans la brèche. Le président des métallos liégeois, Francis Gomez, voit même dans la victoire de la N-VA une opportunité pour transférer un maximum

de compétences à la Région wallonne, y compris les accords interprofessionnels qui fixent l'évolution des salaires. Il sera pourtant impossible de maintenir une Sécurité sociale nationale si les salaires évoluent de façon trop divergente en Flandre et en Wallonie puisque son financement provient principalement des cotisations prélevées sur les salaires.

Une autre source de financement provient des impôts que Gomez veut aussi régionaliser. Ce point de vue risque de gagner du terrain à la FGTB comme au PS si les négociations devaient s'éterniser ou échouer.

La Belgique assume la présidence de l'Union européenne et, comme ailleurs, la bourgeoisie affûte ses plans pour faire payer la crise à la population. En cas de réussite des négociations, la mise en œuvre d'un plan d'austérité drastique soumettra les directions syndicales à de fortes pressions de la base pour entrer en action. En cas d'échec, le pays plongera dans un chaos politique sans précédent, dont la seule issue pourrait bien être une scission du pays, que les capitalistes mettront à

profit pour démanteler les principales conquêtes sociales du mouvement ouvrier, à commencer par la Sécurité sociale. ■



dessin: Faujour

montage: Little Shiva

Front des Gauches: un bilan positif et une expérience unitaire à poursuivre et à élargir

✦ par Denis Horman et Ataulfo Riera

La liste Front des Gauches, que la LCR a activement contribué à mettre sur pied avec ses partenaires pour les élections législatives (Sénat et Chambre) dans la partie francophone du pays a obtenu un score plus qu'honorable.

Cette alliance électorale fut constituée en dernière minute, avec la participation inédite de 6 organisations de la gauche radicale (la Ligue Communiste Révolutionnaire, le Parti Communiste, le Parti Socialiste de Lutte, le Parti Humaniste, le Comité pour une Autre Politique et Vélorution). Le calendrier en témoigne; le 28 avril, après la chute du gouvernement, la LCR lançait un appel pour une liste unitaire la plus large possible à gauche de la gauche pour ces élections anticipées. A "situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle" disions-nous. Le 6 mai, à son initiative, les représentants de plusieurs organisations se sont réunies afin d'en jeter les bases et le 11 mai, 48 heures avant le dépôt officiel des listes, un accord était finalisé entre les 6 organisations partenaires. Sept listes complètes de 141 candidat-e-s ont été constituées et quelques jours plus tard, une plateforme commune, une affiche et un dépliant finalisés. Un tour de force!

Contraint à une campagne de très courte durée – pas plus de 3 semaines de campagne avec le matériel – mais bénéficiant d'un certain écho médiatique et d'un soutien surtout dans des mouvements sociaux sensibles à sa démarche unitaire, ce Front d'organisations n'a donc pas à rougir de son score électoral. D'autant plus que le temps aura manqué pour peaufiner une campagne en mettant l'accent autour de deux ou trois revendications précises afin de mieux profiler la liste, ou pour organiser au mieux la campagne dans certaines régions.

Au Sénat

Au Sénat, (collège électoral francophone: circonscriptions électorale wallonne

et BHV), le FdG obtient 28 346 voix (soit 1,15%). A noter qu'aux élections européennes de juin 2009, l'addition des voix récoltées par le PC-GE, la liste LCR-PSL et le CAP atteignait 23 113 voix (soit 0,94%). Autrement dit, non seulement les scores des différentes forces ont pu être cumulés – ce qui n'était pas du tout acquis automatiquement – mais ils ont été augmentés du fait d'une dynamique unitaire qui, faute de temps, n'a pas pu entraîner plus d'adhésion encore.

La ventilation des pourcentages au niveau des provinces donne les résultats suivants: Hainaut (1,4%); Liège (1,2%); Luxembourg (0,90%); Namur (0,80%) et Brabant Wallon (0,80%).

Les résultats dans toute une série de cantons sont encourageants. La palme revient à St-Gilles avec 2,92% des voix. Dans le Hainaut, le FdG atteint ou dépasse le 1% dans quelque 23 cantons: Charleroi (2%), La Louvière (1,9%); Mons (1,6%); le Roeulx (1,6%); Fontaine-Lévêque (1,6%); Frameries (1,5%); Mouscron (1,4%), etc.

En province de Liège, le FdG dépasse la barre symbolique du 1% dans plusieurs cantons, dont Liège (1,9%); Eupen (1,8%); Dison (1,6%); Seraing (1,4%); Herstal (1,3%); Huy (1,3%); St-Nicolas (1,2%); Grâce-Hollogne (1,2%), etc.

A la Chambre

Pour la Chambre des représentants (régions BHV et wallonne) le FdG recueille 20 734 voix (soit 0,73%). Pour la région wallonne, il obtient 16 572 voix (soit 0,8%).

Par circonscriptions électorales, le FdG obtient ses meilleurs scores en province de Liège avec 1,13% des voix; dans le Hainaut (0,80%); Brabant wallon (0,70%), Luxembourg (0,80%), Namur (0,50%) et BHV (0,50%).

Il faut noter ici que si le FdG est constitué par 6 organisations, toutes n'ont pas la même force militante. Seuls le PC, la LCR et le PSL ont une certaine implantation dans les principales régions en Belgique francophone.

La liste FdG liégeoise était conduite par Pierre Eyben (PC). Dans cette province, on atteint ou dépasse le 1% dans 12 cantons, dont Liège (1,9%); Dison (1,4%); Eupen (1,4%); Huy (1,3%). Ce résultat ne tombe pas du ciel. Il est le résultat (surtout sur le canton de Liège) à une implantation et une intervention militante depuis des années, menées par la LCR (ex-POS), le PSL et le PC.

Aux élections européennes de juin 2009, la liste LCR-PSL récoltait, sur le canton de Liège, les fruits d'un travail militant, en obtenant 0,70% des voix (677 voix). Le PC-GE y récoltait 0,48% (494 voix). Ensemble, pour ces élections législatives du 13 juin à la Chambre, les trois organisations (LCR, PC et PSL concrétisant le FdG à Liège) font plus que l'addition de leurs voix des Européennes de juin 2009.

Dans le Hainaut, avec la liste emmenée par notre camarade Céline Caudron (LCR), c'est à la Louvière (1,1%), Mons (1,1%), Charleroi (1%) et le Roeulx (1%) qu'on atteint ou dépasse légèrement le 1%. Notons également les bons résultats obtenus dans le Luxembourg, où l'on frôle le 1% dans 6 cantons, pour l'atteindre à Houffalize et Messancy et même le dépasser à Vielsalm (1,3%).

Dans le Namurois et en Brabant wallon, circonscription plus "difficiles" et où l'implantation des organisations est la plus faible, les meilleurs scores sont à Wavre (0,83%) et Namur (0,57%).

Chambre et Sénat: des résultats sensiblement différents!

1,15% au Sénat et 0,73% à Chambre, c'est une différence sensible pour le FdG, surtout dans le Hainaut. En général, la pression pour le "vote utile" est moins forte au sénat qu'à la Chambre. Dans ce cas-ci, outre le fait qu'il y avait moins de listes au Sénat, l'explication principale est beaucoup plus simple: c'est l'effet Di Rupo. Dans le Hainaut, le PS a progressé de 14 % et obtenu 354.000 voix. A la Chambre, où Di Rupo, "premier ministrable francophone", était candidat et fait un carton en voix

de préférence (203.758 votes), le PS fait 48,2%, soit 14.000 voix de plus qu'au Sénat (46,9% sur la province). D'où viennent ces 14.000 voix? 8000 viennent d'ECOLO, 2000 du PTB+ et 4000 du Front des Gauches.

Cet "effet Di Rupo" se confirme si l'on compare les résultats du PTB aux dernières élections régionales de 2009. A Liège, par exemple, s'il triple son score par rapport aux législatives de 2007, il double par rapport aux régionales de 2009, passant de 1,82% (2009) à 3,09% (2010). Par contre, dans le Hainaut à la Chambre, malgré un "potentiel de départ" très important (1,34% aux élections régionales en 2009), sa progression a été nettement moindre qu'ailleurs. S'il double son score par rapport à 2007, il ne progresse que de 0,34% par rapport à 2009 pour atteindre 1,68%. Lui aussi a donc été frappé dans sa progression par le raz-de-marée PS, bien que dans une moindre mesure que le FdG.

Que faut-il en conclure? 1°) Que le PS a réussi une fois de plus à se présenter comme un double bouclier social et "national". 2°) que le FdG est plus sensible à la pression du "vote utile" que le PTB+ (ce qui peut s'expliquer par l'ancrage militant du PTB,

mais aussi par le fait que le PTB a capté un vote de rejet "contre le cirque politique" – vote de rejet par définition moins sensible aux calculs sur l'utilité du vote). 3°) Que le FdG bénéficie d'un potentiel de sympathie dans les mouvements sociaux, parmi les militant-e-s.

Il faut toutefois relever que le résultat à la Chambre en Hainaut pour le FDG, avec 0,75% et 5442 votes, est un peu meilleur que celui des listes à gauche de la gauche qui se présentaient aux régionales en 2009, à savoir PC-GE (0,46%, 3320 voix); CAP d'Orazio (0,09%, 661 voix) et PSL (0,06%, 411 votes), soit un total 0,57% et 4392 votes.

L'apport de la LCR au Front des Gauches

Comme les autres partenaires, les militant-e-s de la LCR se sont investis à fond dans la campagne avec le Front des Gauches. Au total, 39 candidat-e-s (20 femmes et 19 hommes), membres ou d'ouverture, ont été présentés par la LCR, sur un total de 141 candidat-e-s.

A la Chambre, en Province de Liège, nos candidat-e-s totalisent en tout 2101 voix de

préférences sur les 6833 voix que récolte la liste FdG. Au Hainaut, sur la liste conduite par la porte-parole de la LCR, Céline Caudron, nos candidat-e-s totalisent 2 421 voix de préférence sur 5 442 voix. A BHV, nos candidat-e-s recueillent 941 voix sur les 4 162 de la liste, dont 359 voix de préférence pour notre camarade Pauline Forges, 3e candidate effective. Au Luxembourg, les 4 candidats LCR sur une liste de 10 (effectifs et suppléants) totalisent 337 voix sur les 1209 récoltées par la liste FdG. Au total, les candidat-e-s de la LCR récoltent ainsi 5.390 voix sur les 20 734 de la liste FdG.

Quant au sénat, sur la liste menée par Robert Tangre (PC, qui recueille plus de 4000 voix de préférence), les candidat-e-s de la LCR totalisent 5.180 voix de préférence sur 28 346 voix. Epinglons trois bons scores, celui d'Eric Toussaint (1625 voix de préférence), de Daniel Tanuro (1180) et de Michèle Dehaen (964).

Par ailleurs, la LCR a activement contribué au travail commun dans les coordinations unitaires, dans l'organisation des meetings ou des conférences de presse, dans l'élaboration de la plateforme unitaire et des communiqués de presse du FdG. Au



Céline Caudron diffuse les tracts Front des Gauches sur le marché de Charleroi.

photo: Little Shiva

total, elle a assuré la diffusion de près de 50.000 dépliants unitaires (sur 200.000) et apporté une contribution financière significative afin d'éditionner le matériel commun.

Quelles perspectives?

Au-delà de ses scores plus qu'honorables, le principal mérite de la liste Front des Gauches est son existence même, le fait d'avoir rassemblé une telle unité large pour - dans le contexte de la crise globale du capitalisme et de la crise politique belge en particulier - affirmer qu'une alternative de la gauche radicale et écologique existe; que d'autres choix sont possibles face au patronat et au gouvernement et qu'il faudra les imposer par la mobilisation sociale.

S'il reste à pérenniser et élargir dans la durée cette expérience unitaire sur le terrain des prochaines échéances électorales, il nous faut surtout dans l'immédiat la concrétiser sur le front des luttes, face à la menace d'une offensive

Parallèlement, il convient également de bien réfléchir et d'évaluer soigneusement - et cela dans la plus grande clarté au niveau stratégique et programmatique - avec tous les partenaires du FdG, les possibilités réelles de le faire évoluer d'un front d'organisations vers une nouvelle force politique en tant que telle. Avec méthode et prudence au vu des échecs passés. Et en tenant compte du fait décisif que, pour se lancer dans une telle étape, il sera nécessaire de compter sur des mobilisations et des expériences de luttes sociales d'ampleur qui pousseront des couches significatives des salarié-e-s à s'engager sur le terrain d'une nouvelle force politique en rupture avec le social-libéralisme du PS et d'Ecolo.

Continuer le Front des Gauches... avec le PTB ?

Le PTB a obtenu de bons scores et a sensiblement progressé, même s'il n'a pas décroché un élu comme il l'espérait. Pour le Sénat (collège électoral

Sur sa page facebook, Marco van Hees s'est livré, au lendemain des élections, à une "réflexion sur l'équation PTB+ Front des Gauches = ?": "Un Front des Gauches, PTB inclus aurait-il réalisé plus que l'addition des deux listes ? Ou, pour l'envisager encore plus crûment : cette union aurait-elle dépassé le score de la seule liste PTB ?". Et M. Van Hees de continuer : "Le doute est permis, surtout si l'on cadre cette réflexion dans la province où l'on est le plus proche d'un élu, celle de Liège (aux élections communales! Ndlr)". Van Hees se livre à ce qu'il appelle "une réflexion purement personnelle". Selon lui, oas question de s'arrêter en un si bon chemin pour le PTB. Pas question de "dissoudre le "label" PTB dans un "Front des Gauches. Mais, ajoutait-il, "Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas rassembler les forces. Mais faisons-le dans un cartel de type "PTB-FdG ou PTB-PC"..."

Au vu des résultats, il est clair que la perspective d'une intégration du PTB dans le Front des Gauches est peu réaliste, d'autant plus que la stratégie poursuivie par cette organisation, qui fait de plus en plus le grand écart entre un profil "contestataire" et celui d'un "parti de gauche comme les autres" prêt "à monter au pouvoir" avec le PS et Ecolo pose questions. Cependant, la perspective unitaire semble trouver un certain écho dans la base et la périphérie du PTB, elle pourrait à tout le moins se traduire par des accords de cartels aux élections communales.

Egalité

A gauche de la gauche, à la Chambre à Bruxelles-Halle-Vilvorde, il faut souligner le bon résultat obtenu par la liste "Egalité", qui promeut la lutte contre les discriminations et la solidarité avec la Palestine. Egalité se présentait pour la seconde fois, après les régionales de 2009, et obtient 5670 votes, soit un score de 1,1% dans l'ensemble des cantons électoraux de la Région Bruxelles-Capitale, une progression de 752 votes dans ces mêmes cantons. Un score d'autant plus significatif qu'Egalité dispose de peu de moyen et n'a eu accès à aucun relais médiatique pendant la campagne. A Bruxelles, il est clair qu'un élargissement de la dynamique unitaire incarnée par le Front des Gauches ne peut faire l'impasse sur le dialogue avec une composante progressiste qui compte sur un appui important dans les couches populaires des quartiers les plus défavorisés. ■

francophone : circonscription électorale wallonne et BHV), le PTB a recueilli 51 065 voix (soit 2,07%). En Wallonie, le PTB triple son nombre de voix par rapport à 2007 pour atteindre 41 526 voix (soit 2,1%). Dans la Province de Liège, le PTB atteint son meilleur score au Sénat : 3,1%.

Pour la Chambre, le PTB recueille 48 170 voix, la plus grande partie en Région wallonne (38 857 voix, soit 1,9%). Et là aussi, c'est dans la Province de Liège qu'il réalise son plus gros score (3,1%), avec des % importants, voir impressionnants dans quelques cantons où il dispose d'une solide implantation autour de ses maisons médicales et d'élus communaux : Liège (4,2%), Seraing (7,2%) et Herstal (9,8%).

Pour s'en tenir à la Province de Liège, en ce qui concerne la Chambre, l'addition des pourcentages PTB (3,1%) et FdG (1,13%) "n'est pas très éloignée de la barre légale des 5%", comme le souligne Marco van Hees du PTB et tête de liste PTB+ au Sénat.

Résolution de la LCR: Poursuivre et élargir le Front des Gauches dans l'unité et la clarté

1. La Direction nationale de la LCR tire un bilan positif de la liste unitaire "Front des Gauches" qu'elle a contribué à mettre sur pied avec le PC, le PSL, le PH, le CAP et Vélorution. La LCR souhaite continuer et consolider cette expérience unitaire au-delà des élections, voire de l'approfondir sur des bases politiques, stratégiques et organisationnelles claires, à déterminer en priorité entre les partenaires.

2. La LCR estime que le score du Front des Gauches est plus que satisfaisant. La liste a été constituée en dernière minute; son sigle était inconnu, elle s'est présentée avec une plateforme commune minimale et sans un message clair autour d'axes prioritaires précis. Malgré ces handicaps - impossibles à combler en l'espace de trois semaines - la liste Front des Gauches a bénéficié d'un certain écho médiatique, d'un soutien dans les mouvements sociaux et d'un certain intérêt dans des secteurs de la population, de sorte qu'elle n'est pas restée cantonnée dans la marginalité électorale.

3. Pour la LCR, la campagne et le score montrent que l'unité des forces anticapitalistes dans la diversité répond à une attente d'une partie significative de l'opinion qui, face à la brutalité de la crise et des attaques de régression sociale, cherche une alternative crédible à gauche du PS et d'ECOLO. Le différentiel entre les scores au Sénat et à la Chambre, où la pression pour le vote utile est traditionnellement plus forte, indique que le potentiel de sympathie pour le Front des Gauches n'a pas été totalement capitalisé - en particulier dans le Hainaut, où l'effet Di Rupo a joué fortement à la Chambre.

4. Malgré un large courant de sympathie, en même temps, la LCR constate que la dynamique unitaire autour de la liste Front des Gauches est restée relativement faible en terme d'engagement concret dans la campagne. Elle s'est limitée pour l'essentiel aux composantes organisées, à leurs membres, à leurs sympathisants et à quelques personnalités qui, à l'instar de Vincent Decroly et de Michèle Gilkinet, ont eu le courage de prendre leurs responsabilités publiquement.

5. Dans l'immédiat, sur base de ce bilan, la LCR se prononce en tout cas pour le maintien et la consolidation du Front des Gauches tel qu'il existe aujourd'hui, c'est-à-dire en tant que front d'organisations soutenu par des indépendants, en Belgique francophone, capable de mener des campagnes et des actions communes pour des propositions politiques et dans des luttes ainsi que de déposer des listes communes aux prochaines élections.

6. La LCR plaide également pour que le Front des Gauches interpelle et entame sans exclusive des discussions avec d'autres forces politiques à gauche du PS et d'Ecolo, en particulier avec le PTB, qui a fait un bon score, et avec Egalité à Bruxelles, afin d'explorer les possibilités d'un travail en commun dans les luttes et sur le terrain des élections.

7. La LCR propose, entre autres, une mobilisation et une apparition communes du FdG et de ses composantes dans l'euromanif du 29/9, une campagne commune du FdG contre l'austérité du prochain gouvernement, et une intervention commune du FdG dans la grande manifestation "climat" de novembre, à Bruxelles. Un approfondissement de la plateforme commune défendue aux élections sera nécessaire, en lien avec ces terrains d'intervention. Nous proposons en outre que les organisations membres du FdG mentionnent leur participation à celui-ci sur leur matériel autonome.

8. A terme, la LCR n'exclut pas d'aller au-delà avec le Front des Gauches, afin de passer d'un front d'organisations à une nouvelle formation politique plurielle (avec adhésions individuelles). Cette transition devra être conçue comme un processus aux modalités de fonctionnement bien discutées et acceptées au préalable par les organisations partenaires qui ont créé et porté le Front des Gauches.

9. L'Europe offre des exemples de transformations réussies de fronts d'organisations en nouvelles formations politiques au sein desquelles coexistent plusieurs courants qui ont la liberté de défendre publiquement leurs propres positions et analyses. Une leçon qui s'en dégage est

que, avant de s'engager dans cette voie, un certain nombre de conditions objectives, de clarifications et de convergences préalables sont nécessaires sur les plans stratégique, programmatique et organisationnel. La LCR, pour sa part, plaide pour que: 1°) l'objectif soit bien la formation d'une force politique anticapitaliste large; 2°) que cette formation exclue tout soutien et toute participation à la mise en oeuvre d'une politique néolibérale.

10. En cas d'accord des autres partenaires du FdG, une des conditions de succès de la transformation d'un front en un nouveau mouvement politique pluriel est que la base programmatique de départ soit suffisamment claire. L'expérience montre que cette condition doit être remplie avant d'ouvrir la porte aux adhésions individuelles. Il ne s'agit pas de se mettre d'accord sur tout, mais d'élaborer avant toute chose une charte, ou déclaration d'intentions. Un document assez ample est nécessaire, afin de tracer un cadre précis et de positionner le FdG sur les grandes questions: l'exploitation du travail, la mondialisation et les rapports Nord-Sud, l'Europe, le productivisme et le pillage des ressources naturelles, l'oppression des femmes et des homosexuels, le militarisme et la guerre etc... Ce cadre est nécessaire pour développer ensuite des revendications et déboucher sur un véritable programme, dont des éléments clés pourront ensuite constituer des axes d'intervention.

11. L'émergence d'une nouvelle force politique anticapitaliste sera également conditionnée par la montée des luttes et des résistances sociales face à la crise globale du capitalisme. Seules des mobilisations sociales d'ampleur peuvent permettre une prise de conscience à une échelle suffisamment significative parmi les salarié-e-s et les opprimés sur la nécessité de construire un tel nouvel instrument politique, qui soit aussi fidèle à leurs luttes que les partis traditionnels le sont aux intérêts capitalistes. ■

20 juin 2010

Direction Nationale de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR)
Section belge de la IV^e Internationale



Front des Gauches

d'austérité sans précédent contre les conquêtes sociales du mouvement ouvrier. Pour avancer concrètement dans ce sens, les représentants des six formations proposent dès maintenant de mobiliser et d'intervenir en tant que Front, dans la diversité, lors de l'euromanifestation syndicale du 29 septembre et de la manifestation internationale pour le climat, le 28 novembre.

En vue de ces deux rendez-vous, des réunions thématiques publiques seront organisées sur le plan local. Un travail d'élaboration programmatique sera mené à ces occasions, car le Front des Gauches veut être non seulement le vecteur d'une critique anticapitaliste radicale mais aussi le porteur de propositions sociales et écologiques de rupture avec la logique du profit. L'idée d'un meeting commun à l'automne a également retenu l'attention, dans la suite de l'excellent meeting de campagne à Bruxelles.

L'accord social a divisé les travailleurs

◆ par Guy Van Sinoy

Le 23 février dernier, le groupe Carrefour avait annoncé un plan de restructuration colossal de ses magasins en Belgique: fermeture de 14 hypermarchés et de 7 supermarchés (perte de 1.672 emplois sur 15.000), mise en franchise de 7 supermarchés, vente de 20 magasins au groupe Mestdagh, changement de commission paritaire (de la CP 312 à la CP 202) pour le personnel des hypermarchés. Trois mois plus tard, après plusieurs journées de grève entamées spontanément par le personnel, une grève de 24 heures encadrée par les directions syndicales (SETCa, CNE, LBC, CGSLB), une autre grève de 24 heures décommandée par les directions syndicales, un accord social est intervenu: 12 magasins seront fermés au lieu de 21, un millier d'employés pourront être prépensionnés à 52 ans, les hypermarchés restent en CP 312.

"Carrefour et les syndicats enterrent la hache de guerre" titrait L'Echo (28/5/2010) au moment de la signature de l'accord social. Mais pour "enterrer" la hache de guerre, il aurait d'abord fallu que les directions syndicales l'aient préalablement déterrée...

Une stratégie syndicale passive

Dès l'annonce du plan de restructuration, les directions syndicales sont restées dans l'expectative. Ce sont les travailleurs et les délégués de base, y compris dans des magasins qui n'étaient pas menacés, qui sont partis spontanément en grève, sans mots d'ordre venus d'en haut. En principe, quand la direction d'une multinationale annonce la suppression de plus de 1.500 emplois, des baisses de salaire et un changement de commission paritaire (ce qui un précédent pour tous les secteurs) les travailleurs syndiqués seraient en droit d'attendre de leur état-major syndical un plan de bataille pour mobiliser tous les travailleurs du secteur de la distribution, mais aussi sur le plan interprofessionnel puisque la menace de changer de commission paritaire serait un précédent

pour tous les secteurs. Faute de stratégie de lutte au sein de l'état-major, les fantassins sont, de leur propre initiative, sortis des tranchées pour monter courageusement à l'assaut. Bravo! Mais on ne peut pas remporter la victoire sans plan de bataille.

Myriam Delmée, vice-présidente du SETCa, qui a défendu le protocole d'accord, a beau exposer que "12 magasins représentant 900 emplois ont été sauvés" (L'Echo, 28/5/2010), c'est une façon de relativiser les dégâts. Quand au Mundial, le gardien de but de l'équipe de Corée du Nord, encaisse 7 buts face au Portugal, il peut toujours se consoler en se disant qu'en arrêtant cinq fois le ballon, il a "sauvé" 5 buts!

Les dégâts sont importants

8 hypermarchés et 4 supermarchés vont fermer. 1 hypermarché et 3 supermarchés seront franchisés. 8 supermarchés rejoindront les réseaux franchises à l'enseigne Carrefour Market et Carrefour Express. 2 hypermarchés seront transformés en supermarchés. 16 supermarchés seront vendus à Mestdagh.

Les travailleurs qui gardent leur emploi voient disparaître une série d'avantages sociaux parfois conquis de haute lutte: suppression du quart d'heure de pause payé, suppression de 3 jours de congé supplémentaires accordées par la convention sectorielle, instauration de la polyvalence, perte de 125 (sur 535) bons d'achat de 1 euro.

L'accord social a divisé les travailleurs

Le projet d'accord social présenté aux travailleurs était tel qu'il au eu pour conséquence d'écarteler les travailleurs. D'un côté, le personnel des hypermarchés qui reste en CP 312, de l'autre le personnel des magasins qui vont fermer ou être franchisés.

De plus, le fait de pouvoir partir en prépension à 52 ans a pesé en faveur du "Oui". 984 travailleurs de chez Carrefour, qui ont atteint l'âge de 52 ans pourront partir en prépension: parmi eux, 252

travaillent dans des magasins qui vont fermer. La mesure de prépension concernera les magasins qui vont fermer, ceux qui seront franchisés et ceux qui sont structurellement déficitaires mais que Carrefour maintient.

Haro sur les prépensions

Bien entendu les milieux patronaux et politiques n'ont pas raté l'occasion de repartir en croisade contre les prépensions. Marianne Thyssen, qui était encore à ce moment-là présidente du CD&V, a jugé que les prépensions chez Carrefour étaient un "mauvais signal". Elle était bien entendu loin de se douter que la défaite électorale de son propre parti le 13 juin allait la contraindre quelques semaines plus tard... à prendre sa prépension politique

Par les temps qui courent, les milieux patronaux tirent à boulets rouges sur les prépensions qui "coûteraient trop cher". Les prépensions ont été instaurées dans notre pays à partir de la crise économique du début des années 70. Officiellement, les prépensions ont été instaurées "pour permettre d'embaucher des jeunes". En réalité, les prépensions ont été utilisées par les patrons pour supprimer massivement des emplois (ex: en sidérurgie): une restructuration est en effet plus facilement acceptée par les travailleurs et leurs organisations syndicales si elle s'accompagne d'un plan social avec des prépensions surtout si les travailleurs concernés occupaient un emploi pénible.

L'argument selon lequel les prépensions auraient eu pour objectif d'embaucher des jeunes n'est qu'un alibi patronal pour se donner bonne conscience. Car d'une manière générale, aucun patron n'a jamais embauché un travailleur dont il n'avait pas besoin. Pas plus que les plan Rosetta et autres montages permettant de réduire les charges sociales, les prépensions n'ont jamais contribué à créer des emplois pour les jeunes. Ces mécanismes ont tout simplement transformés les jeunes travailleurs en travailleurs bon marché.

L'offensive médiatique sur les prépensions aujourd'hui en cours vise avant tout à marteler l'idée que les travailleurs devront travailler plus longtemps. Curieusement, les milieux patronaux n'avancent jamais l'idée que "les licenciements coûtent trop cher". Or un prépensionné ne coûte pas plus cher à la sécurité sociale qu'un chômeur. La seule différence est que pour un prépensionné l'entreprise est obligée de verser un complément.

Et d'une manière générale, les patrons qui maudissent globalement les prépensions, sont généralement bien contents d'en profiter lorsqu'il s'agit de restructurer dans leur propre entreprise...

Témoignage:

L'avis d'un travailleur de Carrefour, syndiqué et qui a participé à toutes les actions:

"Pour moi je ne comprends pas comment Carrefour peut nous proposer un plan comme celui-là!

Retournons quelques mois en arrière: Carrefour nous propose un "plan de sauvetage" comme ils l'ont appelé. Sans ce plan Carrefour ne peut pas continuer à travailler en Belgique et devrait fermer...

Ils veulent: gel des salaires, changement de commission paritaire, suppression du 13e mois.... Et j'en passe.

Il y a quelques semaines nos délégués nous ont demandé de ne pas faire grève malgré qu'une grève générale était annoncée. On envoie des petits délégués éteindre la colère de petits travailleurs comme nous... Sans réponses à nos questions...

Le lendemain ils sont quand même venus nous apporter quand des réponses: constructives, disent-ils!

Accord chez Carrefour qui n'est pas encore signé et qui n'est que de la poudre aux yeux... Certain boursicotiers disent que Carrefour, en nous laissant tout ce qu'on a réclamé et obtenu, va se casser la pipe.....

Ils nous ont divisé pour mieux régner, ils on divisés les hyper d'avec les petits GB et les franchisés.

Une minorité n'est pas d'accord. Il ya des personnes qui perdent presque 1 semaine de congé ... notre pause syndicale pour laquelle certains militants on fait grève pour l'obtenir, elle saute aussi.... Les éco-chèques pour lesquels nous avions fait un jour de manifestation à la tour des Finances, bye bye! 250 euros, entre parenthèses pour une famille c'est déjà quelque chose.

Je voudrais quand même parler d'un fait aussi avec lequel je suis aussi un peu surpris. C'est le cas du magasin Super GB des Halles. Lors du conseil d'entreprise, le nom de ce magasin n'a même pas été cité... Les gens de ce magasin se sont mis

en grève pour que les dirigeants de chez Carrefour se rappellent de ce qu'il allait faire de ce magasin qui, pour le moment va rester sous l'enseigne Carrefour et puis être rasé parce que le bail se termine... Il y a quelque années, Carrefour avait mis de l'argent dans ce magasin pour faire un "remodeling"...

Je voudrais aussi citer leur nouveau concept. Dans le temps quand j'ai commencé chez GB, je me souviens dans le rayon électro il y avait des modèles exposés. Carrefour est arrivé, ils ont décidé de retirer la plus grosse partie des modèles exposés. Puis, dans leur nouveau concept, ils les ont remis. Ils disent que de pouvoir toucher la marchandise ça attire le client. Cela, nous, on le savait depuis dix ans...

Pour terminer, il faut parler des problèmes des folders publicitaires et le personnel n'a pas la quantité de marchandises suffisante pour tous les clients.

Un dernier petit mot sur Gérard Laviney. Ce monsieur vient du Chili où il a mis la clé de l'enseigne Carrefour sous le paillason. Nous prépare-t-il la même chose en Belgique? Nous le serons dans quelques années, ou dans quelques mois... Pour moi Carrefour n'a pas su s'intégrer dans le marché de la grande distribution belge."

— Un travailleur de Carrefour qui aime son travail! ■



photo: LCR Liège

Soutien à la grève de Carrefour par la section de Liège de la LCR

Une forme de lutte épatante: Ralentir les cadences

↔ Interview de Liliane Minner, ouvrière et déléguée FGTB chez Godiva, propos recueillis par Guy Van Sinooy

Début mars 2010, la direction de l'usine Godiva à Bruxelles (production annuelle de 2,5 à 3 millions de tonnes de pralines, principalement pour l'exportation) a annoncé son intention de restructurer: fermer l'unité d'emballage manuel des pralines pour confier ce travail à un atelier protégé, avec la perte de 89 emplois (87 ouvriers, 2 employés). Immédiatement, la FGTB, majoritaire dans l'entreprise, et la CSC ont mobilisé le personnel pour organiser la résistance. La Gauche a rencontré Liliane Minner, ouvrière chez Godiva et déléguée principale FGTB.

La Gauche: Depuis quand l'usine Godiva existe-telle? Comment le travail est-il organisé?

Liliane Minner: "L'usine Godiva existe depuis 1928. En 1975, elle a été totalement reprise par la multinationale américaine Campbell Soup. J'ai été

embauchée un peu après. D'abord comme ouvrière saisonnière, avec des contrats à durée déterminée, puis avec un contrat à durée indéterminée. En 2008, Campbell Soup a revendu Godiva au groupe turc Yildiz-Ulker.

Godiva engage toujours du personnel saisonnier, d'août à décembre, pour faire face à la haute saison de production. Dans ce type d'industrie, la majorité des ouvriers sont des ouvrières qui occupent généralement des postes non qualifiés, tandis que les hommes sont plus qualifiés (mécaniciens, électriciens, chocolatiers). Il y a des différences de salaire importantes selon la catégorie. Le salaire des embaucheuses est parmi les plus bas (catégorie 2). En début de ligne, des filles ont la catégorie 3, mais les différences de salaire sont très minimes. Tandis qu'en production, certaines catégories vont jusque la 10.

On travaille en trois équipes: 6h à 14h, 14h à 22h, une équipe de nuit et une équipe de jour. La prime d'équipe s'élève à 13% pour les équipes 6-14, 14-22, à 37% pour l'équipe de nuit. Nous avons droit à deux pauses de 10 minutes par jour

et le temps de repas (30 minutes) est payé pour les travailleurs en équipes."

LG: Aviez-vous connu des restructurations auparavant?

LM: "Nous avons connu une restructuration en 1994, à l'époque de Campbell Soup. Il n'y a pas eu de licenciements secs et un certain nombre de travailleurs sont partis en prépension aux conditions du secteur, c'est-à-dire à 58 ans avec un complément d'indemnités payé par l'employeur équivalant à 50% de la différence entre le salaire et l'indemnité de chômage. A l'époque, j'étais toute jeune déléguée: j'ai eu un premier mandat en CPPT en 1991 et en Conseil d'entreprise en 1995."

LG: Que s'est-il passé lors de l'annonce du plan de restructuration actuel?

LM: "Le 2 mars, lors d'un Conseil d'entreprise extraordinaire, la direction a annoncé qu'elle fermait l'atelier d'emballage sans pour autant établir une liste nominative de travailleurs qui perdraient leur emploi. Dès la fin du Conseil d'entreprise, le temps que nous informions par téléphone la centrale syndicale, la direction avait déjà

rassemblé tout le personnel, ouvriers et employés confondus afin de donner l'information à sa manière. Nous avons fait cesser immédiatement cette assemblée en demandant au personnel ouvrier de sortir. La direction et les employés sont sortis à leur tour. Puis nous avons fait rentrer tout le personnel ouvrier pour tenir cette fois une assemblée d'information organisée par la délégation syndicale. Nous avons immédiatement organisé un arrêt de travail pour les trois équipes et nous avons occupé le réfectoire. Pendant toute la journée, la direction a essayé de nous démobiliser en disant qu'elle comprenait que nous étions sous le choc de l'annonce et que nous pouvions rentrer à la maison.

Le lendemain matin on a fait une nouvelle assemblée générale, toutes les équipes ensemble. Nous avons expliqué que la restructuration était principalement due aux charges financières qui pèsent sur l'entreprise depuis son rachat par Yildiz-Ulker. Nous avons aussi décidé de passer à l'action sous deux formes: le blocage de l'entrée des fournitures et de la sortie des produits finis, ainsi que la baisse des cadences de production, y compris pour l'emballage. Très vite, nous avons compris que l'ensemble du personnel pouvait être touché et nous sommes parvenus à créer un profond élan de solidarité entre tous les travailleurs."

LG: Concrètement, comment avez-vous organisé le ralentissement de la production? Car cela demande un niveau de conscience et de mobilisation élevé.

LM: "Les premiers jours, la direction a continué de répéter qu'elle comprenait notre action. Mais au bout de huit jours, le ton a changé. Elle nous a demandé d'ouvrir les accès car nous avions barricadé les entrées de fournitures et les sorties de marchandises produites avec des piles de palettes qui ne pouvaient être déplacées que par des caristes ayant le brevet technique pour conduire les élévateurs électriques. Or, dans le personnel de cadre, personne ne dispose d'un tel brevet. Nous avons ralenti les cadences de production de deux manières: d'abord en doublant le temps de pause (60 minutes de repas au lieu de 30 minutes, 2 fois 20 minutes au lieu de 2 fois 10 minutes), d'autre part en ralentissant la chaîne. A l'emballage, on a ralenti de plus de 50% et à la production de 30 à 35%."

LG: Comment a réagi la direction?

LM: "Au bout d'une semaine, la direction a d'abord tenté de casser la solidarité entre

les travailleurs en mettant le personnel du département de la production en chômage économique pour motif de force majeure (la fermeture du département emballage). Nous avons rencontré la direction et un accord est intervenu pour débloquer les entrées et sorties tout en maintenant un rythme de production ralenti. En échange, personne n'a été mis en chômage économique.

Au cours des six semaines de lutte, nous avons fait aussi deux journées de grève complète: le jour où nous avons rencontré les responsables politiques qui ont en charge l'Emploi, et le jour de réunion de la Commission paritaire."

LG: Qu'a donné cette conciliation?

LM: "En réunion de conciliation, l'employeur s'est engagé à tenter de trouver des alternatives à la fermeture de l'emballage. Nous avons donc repris le travail, toujours au ralenti. La direction a proposé trois alternatives, qui n'en étaient pas de véritables car elles aboutissaient toutes à la suppression des postes: soit la délocalisation de l'emballage en Turquie avec maintien de 10 postes de travail d'emballage en Belgique en atelier protégé; soit la robotisation complète de l'emballage; soit la fermeture pure et simple de l'emballage avec sous-traitance totale en atelier protégé. La direction a confirmé qu'elle préférerait cette troisième solution. Cela ne correspondait donc pas à ce que la direction s'était engagée à la réunion de conciliation.

Nous avons donc décidé de bloquer à nouveau les entrées et les sorties en respectant des normes de sécurité (en aménageant des passages pour le personnel en cas d'incendie). C'est à ce moment-là que la direction a décrété trois jours de lock-out. La direction voulait impressionner les travailleurs en menaçant de fermer définitivement toute l'usine et à la fois pousser le cabinet de Joëlle Milquet à intervenir dans le conflit."

LG: Qu'est-ce qui a résulté de cette deuxième conciliation?

LM: "Un accord cadre a été proposé le 9 avril: sur les 87 emplois être initialement supprimés, 12 emplois seront sauvés (postes de travail supplémentaires à l'atelier de production), 69 personnes (de l'emballage ou de la production) seront prépensionnées à 52 ans (avec 80% de la différence entre le salaire et le montant de l'indemnité de chômage); 6 personnes malades de

longue durée seraient licenciées (avec une indemnité égale à 4 fois la période de préavis). Une période d'adaptation de 18 mois est prévue: si les ouvrières de la production ne s'adaptent pas, (car le travail est plus dur en production) elles pourront partir avec une indemnité égale à 4 fois la durée de préavis. La direction de Godiva a donné son accord sur ce cadre de même que les syndicats, mais sans le signer. Cet accord cadre a été soumis au vote en assemblée et les travailleurs l'ont accepté. A ce moment-là, le travail a repris normalement mais avec un rythme qui n'a plus jamais été 100% de ce qu'il était auparavant, surtout à l'emballage."

LG: Et depuis lors, est-ce que l'accord social a été finalisé?

LM: "Le 21 avril, nous avons signé la clôture de la première phase de la loi Renault (informations, questions), puis nous avons déposé nos revendications dans le contexte de l'accord cadre: une prime de départ de 1.000€ par année d'ancienneté, le calcul de la rémunération mensuelle de référence sur une base de 201 heures (de manière à y intégrer le pécule de vacances, la prime de fin d'année et le montant des chèques repas). L'employeur a tout refusé car il considère qu'il n'y a plus de phase de négociation. Les deux parties se sont retrouvées à nouveau en conciliation devant le chef de cabinet de Milquet qui ne nous a pas soutenus.

Nous avons appris entre-temps que l'employeur avait prévu une enveloppe budgétaire insuffisante pour assumer le coût social de la restructuration: 4 millions d'euros pour pré-pensionner 69 travailleurs et en licencier 6 autres alors que les travailleurs concernés sont les plus anciens avec les salaires plus élevés. Nous avons tenté d'expliquer qu'il était illusoire de croire qu'on pouvait conclure un accord social avec une enveloppe aussi restreinte.

Nous avons alors une proposition de compromis: le calcul sur une base de 173 heures mensuelles (au lieu de 201) en ne tenant pas compte de la prime de fin d'année et avec la contrepartie des chèques repas en capital. La direction ne veut pas entendre par des chèques repas. Il y a donc nettement discrimination car pour la prépension des employés, l'employeur tient compte de tout. Nous avons des preuves en mains. Nous sommes donc en moment à nouveau dans une situation de blocage et la lutte n'est pas finie. ■



Unité d'action syndicale chez Godiva: Liliane Minner (à droite sur la photo)

photo: Solidaire

La FGTB en congrès:

Un programme d'action contre l'austérité!

Reste à élaborer un plan de mobilisation interprofessionnelle!

par Denis Horman

En mai dernier, la FGTB wallonne tenait un congrès d'orientation, avec, comme fil conducteur, "Les solidarités, moteur de développement". Début juin, c'était au tour de la FGTB nationale en congrès d'établir un programme d'action et des priorités, concrétisant "la solidarité contre les inégalités".

En conclusion de ce congrès, le président de la FGTB, Rudy De Leeuw, et la Secrétaire générale, Anne Demelenne, réélus dans leur fonction, déclaraient, dans un édito de Syndicats, signé en commun: "La FGTB ne s'inscrira pas dans un schéma d'austérité qui ferait payer une fois encore les frais de la crise aux travailleurs". Les 1,5 million de travailleurs affiliés à la FGTB en prennent acte!

Un scénario prévisible!

Le 4 juin, dernier jour de son congrès, la FGTB tenait un meeting. "Même s'il n'y a pas de gouvernement, il n'est pas difficile de prévoir l'avenir. On assiste à une épidémie de plans d'austérité en Europe", devait souligner la Secrétaire générale de la FGTB. Et de poursuivre: "Il n'y a pas de gouvernement, mais les partis politiques de droite et les employeurs annoncent la couleur: les prépensions, l'index, les salaires... les cibles se précisent. Et on passe au bleu la responsabilité des banques dans le déficit des finances publiques".

Fin mai, le Bureau du Plan, conseiller économique du gouvernement, ouvrait le feu: une réduction drastique du déficit public implique des économies pour un total de 22 milliards d'euros d'ici 2015.

La question est à nouveau posée: comment réduire le déficit et la dette publique? Et

plus précisément encore: qui doit payer? Le précédent gouvernement van Rompuy, avec la participation du Parti socialiste, avait déjà répondu à la question, en élaborant les budgets 2010 et 2011. Les 3,5 milliards d'économies décidées pour 2010-2011 s'opèrent via la réduction drastique des dépenses publiques et des recettes nouvelles supportées par la population (taxes, accises, augmentation de prix...). Les actionnaires des multinationales et les familles les plus riches peuvent encore dormir sur leurs deux oreilles. Et ce n'est pas l'aumône demandée aux banquiers et au secteur de l'énergie qui va perturber leur sommeil.

Pourtant, peu de temps avant cet accord gouvernemental, le Président du PS, Elio Di Rupo, y allait d'un vigoureux avertissement: "On épargnerait ceux qui ont été responsables de la crise et on ferait payer les gens? Je suis clair: avec moi, c'est non".

Redistribuer les richesses de façon équitable

La répartition des richesses est au cœur de la crise. La baisse quasi universelle de la part qui revient aux salariés en est l'une des causes essentielles: ce sont les revenus captés au détriment des salariés qui ont alimenté la bulle financière. Ce que souligne le document de la FGTB wallonne: "La crise que nous connaissons est une phase normale d'un système économique gavé aux profits financiers et sous-alimenté en salaires (...). C'est le partage inégal entre travail et capital (...) qui est au cœur du problème... et des solutions".

Ce sont les multiples avantages fiscaux accordés aux multinationales et aux couches les plus riches, ce qu'a rappelé, dans sa résolution, la FGTB nationale (les intérêts notionnels coûtant 4 milliards

d'euros par an à l'Etat; l'abaissement des cotisations sociales patronales; la fraude fiscale estimée à plus de 20 milliards d'euros par an, etc.) qui sont la principale cause du déficit public.

La FGTB place en première priorité la répartition des richesses, qu'il faut modifier à la source (entre profits et salaires) et corriger au niveau fiscal.

Le combat pour une norme actionnariale

Le document de congrès de la FGTB wallonne ne tourne pas autour du pot: "Il faut lever le tabou sur les revenus du capital et les reconnaître comme une entrave aux investissements et à l'emploi. Pourquoi les salaires des travailleurs seraient-ils les seuls à faire l'objet d'une négociation? Le combat pour une norme actionnariale et pour une réelle limitation des bonus doit être une priorité du monde du travail". "Il nous faut faire admettre que le rendement exigé par le capital plombe le dérapage actionnarial, retourne au monde du travail". "Il s'agit pour les travailleurs de récupérer la part des richesses qui a sur-rétribué les actionnaires pour financer l'augmentation des salaires bruts, la réduction collective du temps de travail, des politiques industrielles, la transition vers de nouveaux modes de production, le relèvement de la pension légale, le rattrapage et la liaison au bien-être des allocations sociales...".

Devant le refrain continu: "il faut préserver la compétitivité de nos entreprises", il faut dire et redire que relever la part des salaires en faisant baisser les dividendes ne pèserait ni sur l'emploi, ni sur l'investissement, ni sur la compétitivité, pour la simple raison

que les (sur)profits distribués sous forme de dividendes alimentent plutôt la bulle et la spéculation financières, les placements dans les paradis fiscaux ou encore le train de vie somptueux des gros actionnaires.

Une fiscalité juste

Pour la FGTB, la règle de base et fondamentale de la justice fiscale, c'est que chacun contribue selon ses revenus. Cela implique deux corollaires: l'impôt doit être

progressif (plus le revenu est élevé, plus on est imposé) et tous les revenus doivent contribuer.

On est loin du compte Le maintien du secret bancaire —avec la non obligation pour les institutions financières de déclarer automatiquement au fisc la liste nominative des comptes et leurs titulaires, avec leurs avoirs— nous amène à la constatation faire par la FGTB: 70% des recettes de l'Etat, alimentées par l'impôt direct à la

consommation des ménages, proviennent des salariés-appointés (leur fiche de paie est communiquée automatiquement au fisc!); 3% seulement des recettes sont prélevées sur le capital (revenus financiers) et 13% sur base des bénéfices des entreprises.

C'est pourquoi, à juste titre, la FGTB place en priorité dans les mesures pour une fiscalité juste, la levée du secret bancaire, "clé de voûte d'une taxation juste des revenus du capital", comme le souligne la FGTB

wallonne: "La levée du secret bancaire et le cadastre des fortunes (conditionné par cette levée, ndlr) sont les conditions pour s'attaquer efficacement à la fraude fiscale estimée à 30 milliards d'euros/an".

La FGTB rappelle sa revendication d'un impôt sur la fortune. "Cela exige, ainsi que le souligne la FGTB wallonne la création d'un cadastre des fortunes, qui n'existe pas. Si 2% étaient prélevés sur la fortune des 25 familles les plus riches de Belgique, qui pèsent 24 milliards d'euros, cela rapporterait 477 millions d'euros".

Lors de la dernière campagne électorale, au nom du PS, Elio Di Rupo a avancé la revendication d'un impôt sur la fortune qui devrait toucher le un pourcent de la population dont les avoirs dépassent 1 million 250 mille euros (en dehors de l'habitation personnelle et le patrimoine commercial pour les indépendants). L'impôt sur ces fortunes, avancé par le PS, serait d'0,5%.

Quelle peut être l'opérationnalité d'une telle revendication, déjà très modeste, en supposant que notre éventuel futur premier ministre la maintienne pour le programme du nouveau gouvernement ?

Sans la levée totale du secret bancaire, permettant l'établissement d'un cadastre des patrimoines et revenus financiers, cette mesure n'aurait aucune portée.

Deux parlementaires du PS /SPa, Alain Mathot et Dirk Van Der Maelen ont déposé une proposition de loi relative à la levée du secret bancaire. Une proposition qui ne change pas grand-chose à la situation actuelle. Les deux parlementaires proposent "de conserver le principe d'un accès conditionné aux données bancaires des clients", mais de permettre à l'administration de requérir les documents bancaires sur base "d'indices permettant à l'administration fiscale de soupçonner que certains revenus n'ont pas été déclarés".

Dans son bulletin mensuel, Eco FGTB, (mai 2009), la FGTB réagissait ainsi à cette proposition de loi: "Pour que le fisc puisse disposer d'indices de non déclaration de revenus, il est préférable qu'il connaisse, comme c'est le cas en France, l'existence de l'ensemble des comptes bancaires des contribuables concernés".

Une aile wallonne plus radicale!

Les deux congrès d'orientation de la FGTB, wallonne et nationale, ont le mérite d'avancer et de préciser un programme d'action contre l'austérité portant surtout

sur une autre redistribution des richesses, la suppression des intérêts notionnels et le remplacement des aides publiques aux entreprises par d'autres instruments et leur octroi moyennant des conventions garantissant le maintien ou l'augmentation de l'emploi. A cet égard, la résolution de la FGTB nationale "exige l'introduction d'une loi InBev-Cartomills interdisant les licenciements et les restructurations dans les entreprises qui font des profits ou qui sanctionne les entreprises par l'obligation de rembourser les aides fiscales et parafiscales".

Sur d'autres points, le congrès de la FGTB wallonne apporte des formulations plus radicales à la résolution de la FGTB nationale. Ainsi, sur la question des pensions, si la résolution nationale se prononce pour "l'évolution vers une pension égale au minimum à 75% du salaire pour tous les travailleurs", la FGTB wallonne précise "à hauteur de 75% des 5 années les mieux rémunérées de la carrière". Si la résolution nationale "exige un moratoire du contrôle de la disponibilité des chômeurs jusqu'à ce qu'il y ait une réforme profonde du système", la FGTB wallonne revendique "la suppression du plan de contrôle de la disponibilité des chômeurs et de l'activation du comportement de recherche d'emploi". Si la résolution nationale "exige une évaluation objective de l'impact des libéralisations passées (poste, transport ferroviaire, énergie, télécommunications...) notamment sur l'emploi, les conditions de travail, l'environnement...", la FGTB wallonne revendique "la re-nationalisation de secteurs qui ont été libéralisés ou privatisés comme l'énergie, les transports, la Poste...".

La FGTB wallonne se prononce également dans sa résolution pour "la création d'une entreprise publique d'isolation et de rénovation des bâtiments", pour "la création d'une banque publique régionale", pour "l'établissement de critères objectifs de régularisation, ainsi qu'une Commission permanente de régularisation" pour les sans-papiers.

Un plan de mobilisation interprofessionnelle: incontournable!

"Nous refusons que la résorption des déficits budgétaires se fasse à travers des économies sur les politiques sociales et des mesures d'austérité sur les politiques

salariales", prévient la résolution du congrès national de la FGTB.

"Rigueur n'est pas austérité", tentent de nous expliquer doctement ministres et dirigeants du PS pour préparer la voie à de nouvelles mesures dont les travailleurs feront les frais, une fois de plus.

Les arguments purement économiques s'opposant à une inflexion dans la répartition des richesses (entre profits -dividendes- et salaires et corrections fiscales) ne sont vraiment pas fondés. La réalité est plus prosaïque: les privilégiés de la finance, les accapareurs de la richesse sociale produite par les travailleurs n'ont tout simplement aucune envie de renoncer à leurs privilèges. Et les partis de droite comme de la gauche traditionnelle, acceptant la logique et le fonctionnement de ce système, n'ont pas la volonté de prendre les décisions politiques pour une redistribution plus équitable des richesses.

La grande carence des deux congrès d'orientation de la FGTB, c'est l'absence d'un plan d'action concret pour "le renversement du rapport de forces", selon un des titres pourtant suggestif du document de la FGTB wallonne.

Pourtant, les tout prochains défis sont là: les mesures que ne tardera pas à prendre un prochain gouvernement, sans oublier la négociation d'un nouvel accord interprofessionnel dans le privé pour les années 2011-2012.

La FGTB vient de dégager son plan d'urgence sociale, sur base de "10 priorités" articulées autour d'une autre redistribution des richesses. Encore faut-il, pour renverser le rapport de force, ne pas attendre, sur la défensive, les décisions gouvernementales et les concessions patronales, assorties de chantage, pour un prochain accord interprofessionnel.

Prendre l'initiative, n'est-ce pas plutôt formuler de manière précise, chiffrée, un programme de mobilisation sur les salaires, la réduction du temps de travail, la fiscalité..., en y associant la CSC, l'ensemble des travailleurs, à travers les solidarités interprofessionnelles.

Le coup d'envoi d'un tel plan de revendication et de mobilisation se présente avec la mobilisation syndicale européenne à Bruxelles, le 29 septembre prochain. ■

Francis Gomez (métallos liégeois FGTB) veut le confédéralisme

Pour quelques plans Marshall de plus...

♦ par Jean Peltier

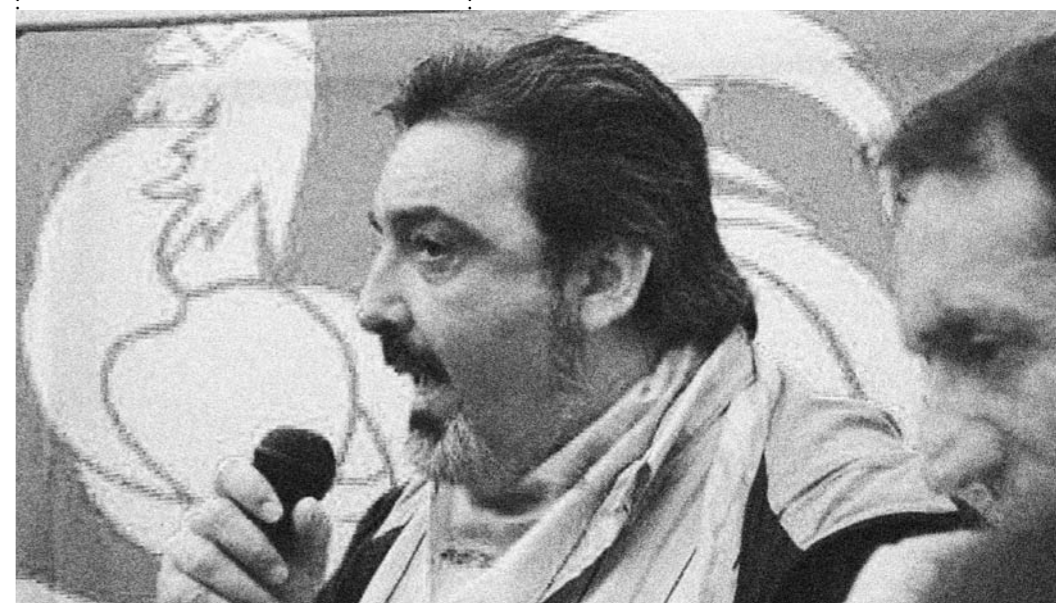
Au soir du 13 juin, tous les "décideurs" francophones, dans une rare unanimité, tiraient une tête d'enterrement en contemplant la percée de la N-VA. Il y a pourtant en Wallonie quelqu'un qui pense que la victoire du parti séparatiste flamand donne une "opportunité historique" de faire avancer les choses. Et ce quelqu'un n'est pas n'importe qui: c'est Francis Gomez, le président des Métallos liégeois de la FGTB! Alors, analyse provocatrice d'un visionnaire ou lamentable prise de pied dans le tapis?

Dans une interview à La Libre Belgique le 18 juin, Gomez explique que la N-VA, qui a cartonné en promettant une grande réforme institutionnelle qui déplaçait l'Etat fédéral au bénéfice des régions, pourrait être tentée, en échange d'une telle réforme, de concéder au PS "des politiques sociales plus acceptables que celles que mènent actuellement les Etats européens". Et, pour cela, Gomez est prêt à aller très loin: "La sécurité sociale doit rester fédérale, sinon il n'y a plus d'Etat. Mais tout ce qui est en dehors de cela ne doit plus se trouver au fédéral. Les réalités économiques des Régions sont différentes. Les solutions à y apporter doivent l'être aussi forcément". Pourraient donc être gaillardement régionalisés les politiques d'emploi, les accords interprofessionnels, le salaire minimum, les prépensions, l'impôt des sociétés,...

Gomez ne s'en tient pas là dans sa profession de foi confédéraliste et ne s'arrête pas là dans son attaque contre le "politiquement correct francophone". Comme il se dit "plus préoccupé par le sort des travailleurs Saint-Gilles que des bourgeois de la périphérie", il affirme qu'il n'a "aucun problème avec la scission de la BHV", ajoutant "Pour moi, ce qui compte,

ce sont les politiques sociales. Or les politiques sociales vont difficilement de pair avec des revendications de quelques personnes ayant décidé d'aller vivre dans des communes flamandes où ils s'octroient des droits qu'ils ne devraient pas avoir".... Les réactions n'ont évidemment pas tardé.

et qu'une scission de la fiscalité ouvrirait la voie à l'explosion de la Sécurité sociale elle-même. Bref, la tonalité générale a été résumée par le quotidien liégeois La Meuse titrant, le lendemain des déclarations de Gomez, sa première page sur un tonitruant "Le patron des métallos liégeois est-il devenu FOU?".



Francis Gomez, Secrétaire Métallos FGTB Liège-Luxembourg

Les responsables du MR, du patronat, des classes moyennes ont vu dans le modèle confédéral "made in Gomez" la certitude qu'une Wallonie totalement dominée par le PS et la FGTB se transformerait en peu de temps en une nouvelle Albanie stalinienne (voir encadré). Du côté de la CSC, du CDH, d'Ecolo... et de la FGTB nationale, on a tiré à vue sur les propositions de Gomez, affirmant qu'un tel bond vers le confédéralisme serait un grand danger, ferait fuir les employeurs et les emplois vers la Flandre et conduirait rapidement le pays à sa fin. A la FGTB wallonne et au PS liégeois, on rappelle prudemment que la position de Gomez n'est pas celle de la FGTB

Quel fédéralisme pour quelle politique ?

Une telle unanimité contre une position syndicale ne peut que provoquer un réflexe de sympathie pour celle-ci. Malheureusement, il n'y a pourtant ici aucune raison de pavoiser.

Si nous disons cela, ce n'est certainement pas par attachement sentimental à la Belgique, sa monarchie, son épopée coloniale et ses Diables Rouges. Nous ne considérons les diverses propositions sur l'avenir institutionnel du pays - comme toutes les autres questions d'ailleurs - qu'à travers une seule grille: peuvent-elles améliorer le rapport des forces en faveur

Solidarité syndicale avec le peuple palestinien

Plusieurs organisations syndicales appellent au boycott d'Israël

Appel du mouvement syndical palestinien:

Dans le cadre de la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions, le mouvement syndical et ouvrier palestinien appelle les syndicats des dockers de par le monde à bloquer le commerce maritime israélien, en réponse au massacre par Israël des travailleurs humanitaires et les militants à bord de la flottille de la liberté, et ce, jusqu'à ce qu'Israël se conforme au droit international et mette fin au blocus illégal de la bande de Gaza. (...).

Cet appel est lancé par le PGFTU (Fédération Générale Palestinienne des Syndicats), le GUPW (Union Générale des Travailleurs Palestiniens), l'IFU (Fédération des Syndicats Indépendants), l'Association des Professionnels Palestiniens (incluant le Syndicat national des ingénieurs, des ingénieurs agronomes, des médecins, des dentistes, des pharmaciens, des avocats et des vétérinaires), le Mouvement de la Jeunesse Travailleuse (Fatah), Le Bureau Central pour le Mouvement des Travailleurs (Fatah), le Bloc des Travailleurs Progressistes, le Bloc d'Unité ouvrière, le Bloc de la Lutte ouvrière, la PFUPE (Fédération Palestinienne des Syndicats de Professeurs et d'Employés de l'Université) membre de l'IFU, Le Front de Libération Ouvrière, le Bloc du Front des Travailleurs, l'Organisation de Solidarité Ouvrière, l'Organisation de Lutte Ouvrière.

De par le monde, plusieurs syndicats ont déjà répondu à cet appel.

Fédération Syndicale Mondiale (FSM):

Le secrétariat de la FMS a lancé, le 9 juin, un appel à 3 jours de grève dans les ports du monde entier contre les navires commerciaux d'Israël ayant pour origine ou destination Israël.

Afrique du Sud et Suède: les dockers pour le boycott

Historiquement, les dockers du monde entier ont contribué à la lutte contre le régime de l'apartheid en Afrique du Sud, en refusant de charger ou de décharger des marchandises de navires venant de ou allant vers l'Afrique du Sud. Aujourd'hui, nous vous demandons de vous joindre au Syndicat Sud-Africain des Transports (SATAWU), qui a décidé, en février 2009, de ne pas décharger de navires israéliens pour protester contre la guerre d'agression d'Israël à Gaza.

D'autre part, le syndicat des dockers suédois (Swedish Dockers' Union) a décidé de bloquer tous les navires israéliens et des marchandises à destination et en provenance d'Israël pour protester contre l'attaque d'Israël contre la flottille de la liberté et le blocus de la bande de Gaza.

Grande-Bretagne: le syndicat Unite vote à l'unanimité le boycott



Le plus grand syndicat britannique, Unite (qui regroupe notamment des secteurs tels que: Aéronautique - Chantiers navals - Transport aérien, fluvial et ferroviaire - Chimie - Construction - Santé - Non Marchand -Enseignement - Industries graphiques et papier Electricité et électronique) vient d'adopter à l'unanimité, lors de sa conférence tenue à Manchester le 2 juin dernier, une motion visant à boycotter les sociétés israéliennes ainsi que les produits et les services israéliens, comme c'était le cas à l'égard des produits d'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid. Toutefois, contrairement au syndicat des enseignants (Universités et Collèges) le syndicat Unite a décidé de ne pas rompre ses relations avec l'organisation syndicale israélienne Histadrut.

Australie:

A la suite de l'attaque criminelle par un commando de l'armée israélienne contre une flottille de bateaux humanitaires non armés, à Gaza le 31 mai dernier, plusieurs syndicats australiens se sont joints à la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions contre Israël. Le 5 juin dernier, un rassemblement de solidarité syndicale avec Gaza s'est déroulé à Sidney.

Afrique du Sud: la COSATU condamne la piraterie de l'Etat israélien

Le 31 mai, la COSATU (Congrès des Syndicats Sud-Africains), est scandalisée par l'attaque par un commando israélien d'un bateau d'aide humanitaire à Gaza, qui a provoqué au moins 20 morts et une soixantaine de blessés. La COSATU soutient pleinement l'appel de la communauté internationale pour faire pression sur leurs gouvernements afin de condamner cet acte de brutalité. La Fédération salue la décision des gouvernements espagnol et suédois de rappeler leur ambassadeur. →

des travailleurs, favoriser leurs luttes, faire reculer le poison nationaliste (qu'il soit belge, flamand ou wallon), augmenter la conscience d'avoir des intérêts communs par delà les frontières (linguistiques et autres),... Si une perspective de confédéralisation de la Belgique offrait aujourd'hui plus de possibilités de développer une politique anticapitaliste dans une région et que ce meilleur de forces pouvait servir de levier pour faire avancer la lutte dans les autres régions (et les pays voisins), nous n'y serions certainement pas opposés.

le chômage non limité dans le temps - qui continuent à protéger vaille que vaille une grande partie de la population des pires effets de la crise - n'ont pas encore volé en éclat sous les coups de boutoir de la droite et des patrons, c'est en grande partie parce qu'elles restent organisées au niveau belge et défendues par des syndicats nationaux, capables de mobiliser, dans une relative unité, d'Arlon à Ostende et d'Anvers à Namur.

La solidarité au panier

Dans quelle perspective se situe Gomez? Même s'il ne le dit publiquement, son point de départ évident, c'est que, vu que les Flamands continuent à voter à 75% pour des partis de droite, par ailleurs de plus en plus nationalistes, il n'y a plus rien à attendre d'eux. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la Centrale des Métallos FGTB, dont il est le boss à Liège, est la seule centrale dans tout le mouvement syndical belge à avoir été scindée en deux ailes (CMB en Flandre, MWB en Wallonie et à Bruxelles)entièrement indépendants. Dès lors, la seule préoccupation de Gomez se réduit à ce qui peut se passer en Wallonie. Et rien dans ses déclarations ne laisse penser non plus que, pour lui, une politique progressiste en Wallonie pourrait servir d'incitant ou de modèle pour "gauchir" le mouvement ouvrier flamand et lui donner plus de poids dans la société flamande.

Alors, une autonomie accrue pour la Wallonie, pour faire quoi ? Pendant la campagne électorale, Nico Cué, secrétaire général des Métallos Wallonie-Bruxelles de la FGTB, avait lancé un appel remarqué à "un vote de rupture avec le capitalisme. A gauche toute !" qui non seulement n'appelaient pas ouvertement à voter pour le PS mais disait très clairement qu'il faudrait à l'avenir une autre politique que celle à laquelle celui-ci s'est associé jusqu'ici. Et, moins d'une semaine après les élections, que propose Gomez ? Une politique résolument anticapitaliste s'appuyant sur une mobilisation hardie du mouvement syndical et une pression d'enfer sur le PS et les Ecolos ? Que nenni ! Gomez veut simplement que l'argent gagné en supprimant les intérêts notionnels soit réinvesti "pour mener des politiques ciblées" passant par "4 ou 5 plans Marshall".

Voilà une perspective un peu riquiqui à mettre dans la balance face à la dislocation d'une série de mécanismes (accords interprofessionnels, salaire minimum, pensions,...) qui ne pourrait conduire

qu'à une politique de dumping social entre les régions. On peut d'ailleurs écrire déjà la suite. En Flandre, où le mouvement syndical lâché par les Wallons sera encore plus faible et plus "responsable" qu'aujourd'hui, la droite réussira sans trop de peine à bloquer les salaires et à limiter les indemnités de chômage à un an. Les patrons wallons hurleront à la mort pour dénoncer la perte de compétitivité de l'économie wallonne et réclameront que des mesures semblables soient prises au Sud. Le PS bombera le torse et fera des effets de manche pendant quelques mois avant de céder. La direction de la FGTB organisera deux journées de grève générale avant d'avaliser un compromis pourri au nom de la défense de l'emploi et de l'avenir de la région. Et Gomez donnera une nouvelle interview en expliquant "Nous n'avons jamais voulu cela"...

Il est très possible que, dans la situation de quasi-paralyse politique où vit la Belgique depuis trois ans et de poussée continue des thèses nationalistes de droite en Flandre, un certain nombre de militants syndicaux et de travailleurs combattifs retrouvent dans les déclarations de Gomez des accents rappelant ceux d'André Renard et assurent à ces propositions un écho dans la FGTB wallonne qui aille bien au-delà des métallos liégeois.

Mais, en l'absence à la fois d'un programme syndical réellement anticapitaliste et d'une force politique pour le relayer, la première victime du schéma de Gomez, c'est la solidarité entre travailleurs du Nord et du Sud. Celle-ci n'est pourtant pas devenue un mirage : elle est toujours une réalité. ... pour autant que les syndicats la stimulent et l'organisent. A Inbev, la détermination des travailleurs liégeois, partis les premiers en lutte contre le plan de restructuration, a eu un effet d'entraînement sur leurs collègues de Leuven. Et leur unité dans la lutte a permis de bloquer les sites belges et forcé la multinationale à reculer. Question : que ce serait-il passé si la lutte avait impliqué des métallos divisés en trois centrales régionales ? Les Liégeois auraient-ils pu aussi bien entraîner les travailleurs flamands dans la lutte ? La scission de la Centrale des Métallos a-t-elle permis aux Liégeois et aux Carolos de mieux riposter à Mittal ? A-t-elle permis de mieux organiser la solidarité avec les travailleurs d'Opel à Anvers ? Qui a gagné au "chacun chez soi et chacun pour soi" ? Et qui pourrait y gagner à l'avenir ? ■



C'est ainsi que la revendication de "fédéralisme" a pu avoir après la grande grève de 60-61 une dimension anticapitaliste, dans le cadre d'un programme de "réformes de structures" anticapitalistes porté par un mouvement syndical combatif échappant en partie à la social-démocratie (en tout cas en Wallonie).

Mais qu'en est-il aujourd'hui, dans un contexte de crise globale du capitalisme et d'offensive de la bourgeoisie contre le mouvement ouvrier ? Le "fédéralisme réel" tel qu'il a été mis en œuvre depuis trente ans n'a sûrement pas rapproché la Wallonie du socialisme (et encore moins la Flandre). La communautarisation de l'enseignement, dans des conditions de sous-financement, a conduit à de terribles saignées dans l'emploi, au Nord comme au Sud. Les politiques menées au Nord comme au Sud ont été coulées dans le même moule néolibérale, même si l'emballage PS a un peu adouci la chose en Wallonie. Si les grandes conquêtes sociales comme la sécurité sociale, les conventions collectives,

Lu dans la presse proisraélienne: "Le phénomène de boycott contre Israël gagne en dynamique"

Les dirigeants de EFI (European Friends of Israel), le lobby européen en faveur d'Israël et de son économie, ont mis en garde contre la détérioration d'un climat politique en Europe à l'encontre d'Israël, et une montée du phénomène de boycotts des produits et du monde des affaires israéliens à travers l'Europe. Ils insistent sur l'existence d'un phénomène croissant de financements d'investissements européens qui se retirent des entreprises israéliennes, les raisons invoquées étant "l'éthique des affaires".

Investisseurs européens se retirent de sociétés israéliennes

Ronny Bruckner, leader de ce lobby a demandé au président israélien d'intensifier son activité en direction des institutions de l'UE et d'investir dans les petits Etats européens qui ont récemment rejoint l'UE. Les principaux dirigeants d'EFI ont dit au président Shimon Peres qu'un mouvement s'amplifie où de plus en plus de fonds d'investissements européens annoncent leur retrait de sociétés israéliennes, avançant comme raison, "l'éthique des affaires". Et d'après ces dirigeants, il y a à craindre que ce phénomène ne prenne encore plus d'ampleur.

Michelle Gorari, directeur général d'EFI, croit que le boycott des exportations israéliennes affecte quelque 30% de ces exportations vers l'Europe. Il y a une tendance à vouloir imposer une interdiction totale de vente des produits israéliens sur certains marchés européens. EFI se demande actuellement si c'est le bon moment pour solliciter du Parlement européen son approbation à un accord sur l'harmonisation des normes entre Israël et l'UE, car il est à craindre, étant donné l'atmosphère anti-Israël actuelle, qu'il soit difficile d'atteindre une majorité pour l'obtenir.



La COSATU lance un appel pour un large soutien à la campagne Boycott, Désinvestissements et Sanctions contre Israël.

Belgique: la FGTB demande d'écarter l'Histadrut de la CSI

Le Congrès national de la FGTB, qui s'est tenu du 2 au 4 juin, a approuvé la demande de la Centrale Générale de mettre le syndicat israélien à l'écart de la Confédération Syndicale Internationale (CSI). Il exige du syndicat israélien Histadrut qu'il se distancie clairement de la politique menée par le gouvernement israélien, ce qu'il n'a jamais fait jusqu'à présent. Tandis que le syndicat palestinien PGFTU (Palestinian General Federation of Trade Unions) a condamné les roquettes du Hamas vers les villages israéliens.

Selon la motion, si la Histadrut ne change pas de position, cela doit entraîner son exclusion de la CSI pour non-respect des règles de la déontologie syndicale, aussi longtemps qu'il persiste dans cette position. La Centrale Générale (360.000 membres) dénonce également la réaction d'Histadrut à propos du raid de l'armée israélienne contre la flottille humanitaire.

Un projet de loi israélien veut criminaliser le boycott

Preuve s'il en est de l'efficacité de la campagne BDS, 25 membres de la Knesset ont déposé un projet de loi visant à sanctionner tout citoyen ou organisation

appelant à un boycott économique ou académique d'Israël. Le projet de loi concerne tout ceux qui lancent, encouragent ou fournissent une aide et des informations sur le boycott d'Israël, qu'ils se trouvent en Israël même ou à l'étranger. Quiconque allant à l'encontre de la loi devra verser une compensation à ceux touchés par le boycott. Initié par le lobby Terre d'Israël, le projet de loi a été approuvé par des membres de différents partis, dont le Likoud et Kadima, et les 10 présidents des commissions parlementaires.

Selon le projet de loi, tout citoyen ou organisme israélien pourra être poursuivi par quiconque ayant subi un dommage en raison du boycott et être condamné à payer une amende d'au moins 30 000 shekels. Sont particulièrement visés ici les universitaires qui appellent

en Israël ou depuis l'étranger au boycott économique ou académique d'Israël. Des organisations israéliennes telles que la Coalition des femmes israéliennes pour la paix et Boycott pourraient également être affectées par la nouvelle loi.

Le projet prévoit également que le ministère de l'Intérieur israélien interdira à tout citoyen étranger d'entrer en Israël pour une période de 10 ans s'il est avéré qu'il ait participé activement au boycott d'Israël. Les États ou organisations étrangères sont aussi visés, y compris l'Autorité palestinienne (AP). Ces derniers ne pourront plus utiliser leurs comptes bancaires israéliens et verront leurs avoirs gelés afin de servir d'indemnités aux entreprises et institutions israéliennes touchées par le boycott. Israël pourrait ainsi bloquer le transfert des recettes fiscales qu'il encaisse pour l'AP, faisant une retenue à hauteur des pertes engendrées par le boycott des produits issus des colonies israéliennes en territoire palestinien. ■



dessin: Faujour

<http://sdapem.files.wordpress.com/2010/06/gaza-woman.jpg>

Cet "Appel à la raison" est irréaliste et immoral

par Michel Staszewski

L'Etat d'Israël n'a jamais été aussi impopulaire. Ce n'est pas étonnant après sa sauvage agression contre le Liban en 2006, le massacre de Gaza en 2008-2009 qui reste une prison à ciel ouvert soumise à un blocus cruel et alors que la colonisation de Jérusalem-est, de la Cisjordanie et du plateau du Golan se poursuit sans désemparer. Il fallait bien que, finalement, la "gauche" sioniste se réveille pour "œuvrer à la survie d'Israël en tant qu'Etat juif et démocratique".

Pour cette "gauche" sioniste, Israël demeurera un Etat "juif et démocratique" si les juifs restent majoritaires dans cet Etat. C'est essentiellement pour cette raison que l'Appel s'oppose à "la colonisation et la poursuite ininterrompue des implantations en Cisjordanie et dans les quartiers arabes de Jérusalem-est" qu'il qualifie d'"erreur politique". Curieuse conception de la démocratie que celle qui accepte le principe de la dictature de la majorité sur les minorités. Car c'est bien de cela qu'il s'agit en Israël : aucune loi fondamentale n'y garantit les droits des individus et de nombreuses lois sont éminemment discriminatoires à commencer par la fameuse "loi du retour" qui permet à toute personne considérée comme juive par les autorités israéliennes de devenir citoyen de l'"Etat des Juifs" alors que cela est interdit aux Palestiniens exilés.

L'Appel qualifie tout de même aussi cette colonisation de "faute morale". Fort bien. Mais pourquoi passe-t-il sous silence l'immoralité du processus qui a permis aux juifs de devenir majoritaires sur le territoire israélien d'avant 1967? Le nettoyage ethnique serait-il moral en deçà de la "ligne verte"? Si les auteurs de l'Appel désirent sincèrement la paix avec le peuple palestinien, la moindre des choses ne serait-elle pas d'appeler à la reconnaissance des torts immenses que la réalisation du projet sioniste lui a fait subir bien avant 1967? Et d'œuvrer à les réparer? Il est irréaliste de penser que

les Palestiniens pourraient se satisfaire d'une paix sans cette reconnaissance et ces réparations.

Le but déclaré des initiateurs de l'Appel n'est pas l'évacuation de tous les territoires occupés depuis 1967 : pour Jérusalem, dont-ils ne définissent pas les limites, ils ne condamnent que la poursuite des implantations et ceci uniquement dans les quartiers arabes de Jérusalem-est. Alors que de nombreux quartiers y sont désormais peuplés de juifs. C'est sans doute pour cette raison qu'ils demandent à l'Union européenne et aux Etats-Unis de faire pression "sur les deux parties". Car depuis 1988 le Conseil national palestinien accepte le principe du partage de la Palestine selon les frontières internationalement reconnues (soit 78 % pour Israël et 22 % pour l'Etat palestinien). Mais quelles pressions ces initiateurs sont-ils prêts à accepter sur Israël, eux dont la plupart se sont jusqu'ici toujours opposés à la moindre sanction contre cet Etat malgré son non respect systématique

des résolutions de l'ONU et ses violations innombrables du droit international? Ils n'en disent rien... tout en affirmant que "la décision ultime appartient au peuple souverain d'Israël".

Il est irréaliste d'espérer qu'une majorité d'Israéliens décide, sans pressions extérieures dignes de ce nom, de se choisir des dirigeants susceptibles d'accepter la création d'un "Etat palestinien souverain et viable", eux qui, mus par une terrible peur de l'Autre soigneusement entretenue, n'ont cessé depuis des dizaines d'années d'opter pour des dirigeants de plus en plus intransigeants.

Et, d'un point de vue moral, comment des démocrates peuvent-ils accepter que le sort des territoires occupés et des personnes vivant sous occupation soit déterminé par les citoyens de la puissance occupante? Et que celui des exilés (près des deux tiers des Palestiniens) soit complètement ignoré? ■

Article paru dans Points Critiques (mensuel de L'Union des Progressistes Juifs de Belgique).



La Turquie a-t-elle changé de camp?



✦ par Thierry Pierret

La Turquie a voté contre les nouvelles sanctions contre l'Iran au Conseil de Sécurité. Elle a ensuite réagi très vigoureusement à l'attaque de la marine israélienne contre la flottille de la paix en route pour Gaza. D'aucuns y ont vu un revirement majeur de la politique étrangère turque.

L'arrivée au pouvoir des islamistes de l'AKP en 2002 a été un bouleversement majeur en Turquie. Pour la première fois, un parti arrivait au pouvoir sans le soutien de ce qu'on appelle en Turquie "l'Etat profond", c'est-à-dire les hauts dirigeants de l'armée, de l'administration et du pouvoir judiciaire. En Turquie, l'état-major de l'armée exerce une influence prépondérante sur la vie politique depuis le coup d'état de 1980. La Constitution autoritaire de 1982 fait de l'armée la gardienne des fondements du régime. Ces fondements sont l'unité nationale (refus des divisions sociales et nationales) et la "laïcité" (subordination de la religion à l'Etat plutôt que leur séparation).

La Turquie est également membre de l'OTAN depuis 1952. Sa position stratégique (frontières communes avec l'ex-bloc de l'est, contrôle de détroits vitaux, trois grandes façades maritimes, tête de pont vers le Moyen-Orient) en ont fait un allié privilégié des Etats-Unis pendant comme après la Guerre froide.

L'étroite coopération militaire avec les Etats-Unis a fait de l'armée turque la plus puissante du Moyen-Orient après celle d'Israël. La classe dirigeante turque en retire aussi d'importants dividendes économiques et financiers.

C'est peu dire que l'arrivée au pouvoir de l'AKP a été ressentie comme une giflette par l'Etat profond. Le gouvernement de Tayyip Recep Erdogan n'a cependant pas rompu avec la politique des gouvernements précédents. Mais il tente de réduire peu à peu l'influence de l'armée et du pouvoir judiciaire sur la politique par des réformes constitutionnelles. Ces réformes ont aussi pour but de permettre l'adhésion à terme de la Turquie à l'Union européenne. Cette adhésion est soutenue par les Etats-Unis qui y voient un moyen d'arrimer encore plus la Turquie à l'Occident. Or, les gouvernements européens sont divisés quant à l'entrée de la Turquie dans l'UE. Les négociations d'adhésion traînent donc en longueur, ce qui irrite fortement le gouvernement et l'opinion publique turcs.

C'est dans ce contexte qu'il faut voir la réaction courroucée de la Turquie à l'attaque israélienne contre la flottille de la paix. Certes, la Turquie a rappelé son ambassadeur et a annulé des exercices militaires communs avec l'armée israélienne. Mais le gouvernement turc n'a pas remis en cause le programme de coopération militaire avec Israël. Il a bien trop besoin des armements sophistiqués israéliens et de l'expertise israélienne

en contre-insurrection face à la guérilla kurde du PKK qui reprend du poil de la bête. Erdogan a déclaré récemment lors d'une réunion de son parti que "l'UE était soumise à un test et qu'elle ne s'en rendait même pas compte". Cela sous-entend que la virulence apparente des réactions turques à l'incident sanglant en Méditerranée orientale n'est qu'un moyen de pression sur l'UE pour qu'elle accélère les pourparlers d'adhésion. La Turquie veut faire sentir sa capacité de nuisance aux Européens en roulant des mécaniques face à un partenaire privilégié de l'UE.

Il faut également relativiser le vote négatif de la Turquie sur les sanctions contre l'Iran. L'accord entre le Brésil, l'Iran et la Turquie sur le nucléaire iranien est désormais caduc et la Turquie a déclaré qu'elle appliquerait les nouvelles sanctions. La Turquie a trop besoin du soutien américain à sa politique d'ingérence dans le Nord de l'Irak pour se permettre une rupture avec Washington. Ce n'est pas la première fois que la Turquie fait machine arrière après avoir défié l'autorité des Etats-Unis. En 2003, le gouvernement d'Erdogan avait refusé le survol de la Turquie aux Américains sur le point d'envahir l'Irak. Mais il est revenu sur cette position après l'occupation de l'Irak. Il n'a d'ailleurs jamais remis en cause la présence des bases militaires américaines sur le territoire turc.

Les Palestiniens, dans leur lutte de libération contre l'occupant israélien, n'ont pas grand-chose à attendre d'un pays qui est également une puissance occupante à Chypre et qui réprime violemment ses propres minorités. Le gouvernement turc utilise la question palestinienne pour faire pression dans les dossiers qui l'intéressent et pour faire pièce à l'influence de l'Iran dans la région. ■

photo: Recep Tayyip Erdogan, premier ministre turc, et Jaap de Hoop Scheffer, secrétaire général de l'OTAN

photomontage: Little Shiva

Bagong! (Grève!)

C'est au cri de Bagong! (Grève!) que les ouvriers de l'usine Honda à Foshan, dans la province de Guangdong (une province du sud-est de la Chine, proche de Hong-Kong), ont cessé le travail le 17 mai dernier. Ils réclamaient une meilleure rémunération et la rédaction de nouveaux contrats de travail. Quatre usines d'assemblage de Honda, en rupture de pièces, ont dû arrêter leur production. Les négociations ont permis d'arracher 35% d'augmentation de salaire pour les ouvriers.

Quelques jours plus tard, le 28 mai, plus de 1.000 travailleurs de l'équipementier automobile Beijing Xingyu, qui fournit l'usine Hyundai en carrosseries et en pièces détachées, cessaient à leur tour le travail. Ils ont obtenu 15% d'augmentation de salaire tout de suite. Une deuxième augmentation de salaire de 10% est prévue pour juillet.

Ailleurs, dans des entreprises locales des provinces de Henan (centre-est) et du Yunnan (sud) ont connu des mouvements similaires. Dans la ville de Pingdingshan, au Henan, plus de 5.000 ouvriers ont cessé le travail pendant deux semaines, bloquant notamment l'entrée de l'usine. Au Yunnan, à Honghezhou, une grève de chauffeurs de bus a perturbé les déplacements de 50.000 personnes.

Ainsi donc, ce qu'il est maintenant commun d'appeler "l'atelier du monde" est rattrapé par la lutte ouvrière. D'isolés, les accords sociaux sont en train de devenir collectifs. Les ouvriers chinois ont pris conscience que seuls ils étaient incapables de faire respecter leurs droits. Faute d'organisations capables de représenter leurs intérêts et faute de canaux de communication, ils adoptent la lutte directe.

En Chine, le code du travail et la loi sur les syndicats stipulent que les syndicats doivent "représenter les droits et les intérêts légitimes des travailleurs". Mais les organisations syndicales officielles,

puissantes, ne représentent pas efficacement les droits des travailleurs et préfèrent se placer du point de vue de l'entreprise. Dans de nombreuses entreprises l'employeur exerce un contrôle direct sur les syndicats dont les responsables ne sont pas élus.

"Le 10 mai, lorsque nous sommes rentrés de congé, nous nous attendions à être augmentés, car nous avons entendu dire que la ville de Foshan avait augmenté le salaire de base. On était tous très impatients. Mais à notre arrivée, il n'y avait aucune annonce. On a attendu quelques heures puis on a commencé à parler de faire grève. Moi,

ne sert à rien. Nous l'avons déjà fait, c'est inutile. On a même parlé au syndicat, mais c'était peine perdue. Ils ont peur de se faire virer." (Témoignage d'un ouvrier qui a participé au débrayage au sein de l'usine Honda).

Pour toutes celles et ceux qui s'en souviennent: ces grèves spontanées et massives font penser à l'automne chaud de la fin des années 60 à Milan et à Turin, où les ouvriers originaires du sud de l'Italie ont entamé une vague de luttes radicales



je travaillais à l'assemblage des boîtes de vitesses. Si on s'arrête, toute l'usine est paralysée. Le 17 mai, on est arrivé à l'usine à 7h10, comme d'habitude; A 7h50, j'ai appuyé sur le bouton qui arrête la chaîne de montage n°1. Quelqu'un a arrêté la deuxième chaîne. Alors la grève a commencé... Pourquoi ne pas suivre la démarche habituelle pour transmettre nos réclamations aux dirigeants. Parce que ça

en dehors des structures syndicales traditionnelles.

Il est important de faire connaître ces luttes menées par les travailleurs chinois et de leur apporter un soutien vigoureux. ■

Syndicalisme sans Frontières
(Branche de solidarité internationale de la Commission syndicale de la LCR-SAP)

Le capitalisme nuit gravement à la santé!

✦ par Bruno De Wit

Le patron d'une firme médicale m'a raconté un jour qu'en Grèce on payait dorénavant les factures en obligations d'Etat. Je trouvais ça invraisemblable jusqu'à ce que je lise dans les médias que les médecins grecs mettaient en garde contre les pertes en vies humaines que les plans d'austérité drastiques du gouvernement grec, imposés par le FMI, l'UE et les institutions financières, ne manqueraient pas d'entraîner (Metro, Het Laatste Nieuws, ...).

Cette mise en garde survient après que l'agence de notation Moody's a abaissé la solvabilité des banques grecques en réaction à la mise sous pression des obligations d'Etat qui menace le remboursement des firmes étrangères.

Voici ce qu'en disent les médias:

Les médecins grecs ont mis en garde aujourd'hui contre les pertes en vies humaines que les économies du gouvernement risquent de coûter. D'après eux, le gouvernement Papandreou doit trouver d'urgence plusieurs milliards pour honorer les factures des fournisseurs de matériel médical. Le montant des dettes impayées du secteur hospitalier s'élèverait déjà à 5,2 milliards d'euros.

Les hôpitaux grecs risquent dès lors de manquer de matériel de soin et de médicaments à court terme, pouvait-on entendre mardi chez les médecins. Des hôpitaux ne sont déjà plus en mesure de fournir certains services de base comme les opérations, les analyses par imagerie médicale et les tests sanguins. "On ne peut plus faire d'opérations parce que du matériel comme les gants chirurgicaux ou le fil opératoire font défaut," explique le Dr Podromos Papavlos.

Il y a eu hier une rencontre entre le Ministère de la Santé publique et des représentants du secteur pharmaceutique, mais aucun accord n'a pu être conclu. D'après le gouvernement grec, les fournisseurs se sont rendus coupables de surfacturation ces dernières années. "La fête est finie dans le secteur de la santé", a dit la Ministre de la Santé publique Mariliza Xenogiannakopoulou.*

Le gouvernement Papandreou prévoit ainsi dans son plan d'austérité du 2 mai d'économiser 1,5 milliard € dans le secteur de la santé et dans l'enseignement. Le CADTM parle sur son site d'une "tiersmondisation" de la Grèce dans l'UE par référence aux plans d'ajustement structurel. Une évolution préoccupante.

Le capitalisme nuit gravement à la santé!

C'est le slogan de la campagne que la FGTB wallonne a lancée il y a quelque temps. Avec ce qui se passe pour le moment en Grèce, on peut dire que le capitalisme marche littéralement sur des cadavres. Les agences de notation à la Moody's se comportent comme des hyènes assoiffées de sang qui s'apprentent "joyeusement" à attaquer et à dépouiller leur (prochaine) proie. C'est pourquoi il est dommage que la campagne de la FGTB wallonne ne soit pas relayée par toute la FGTB. Oui, pourquoi pas une campagne en front commun syndical?

Le même patron de firme médicale m'a aussi raconté que l'avidité était le moteur de tout changement sur le plan économique, elle en était même la condition. C'est contre ce cynisme que la population grecque s'insurge en se souvenant des paroles de Rosa Luxemburg: "Socialisme ou barbarie!" ■

* (afp/yppu) 15/6/2010

Défendre le libre choix des femmes

✦ entretien avec Ida Dequeecker (Plateforme "BOEH")

En Flandre, la plateforme féministe BOEH s'oppose aux mesures d'interdiction du port du foulard dans les écoles ou les administrations publiques. Entretien avec Ida Dequeecker, militante féministe de longue date, qui nous explique l'origine de cette plateforme et ses motivations.

Tout d'abord, comment est né votre groupe et que signifie son nom ?

Ida Dequeecker – BOEH ["Baas Over Eigen Hoofd" = "maître de sa propre tête" ^[1]] est un groupe d'action féministe comprenant des femmes d'origine diverse: "allochtones" et "autochtones" (si on veut utiliser ces termes...), musulmanes et non-musulmanes etc.

En Belgique l'interdiction du port du voile a été introduite en 2007 ^[2]. Le V.O.K. (Comité de Concertation des Femmes, structure féministe unitaire au niveau de la Flandre) était la seule organisation féministe à avoir protesté contre cette mesure. Ensuite nous avons contacté des organisations de femmes allochtones pour agir ensemble. C'est cela l'origine de notre groupe. Et c'est toutes ensemble que nous avons choisi notre nom car il reprend de façon explicite le slogan du féminisme des années '70 sur le droit des femmes à disposer de leur propre corps.

Pourquoi justement avoir choisi de mener des actions concernant cet interdit ?

Le débat sur l' "intégration" a rebondi en Belgique tout comme aux Pays-Bas, après les attentats du 11 septembre. Les politiciens traditionnels, de droite mais aussi de gauche, se sont emparés du féminisme et de l'émancipation des femmes pour inventer un discours qui oppose les 'femmes occidentales libérées' à la 'femme musulmane opprimée'.

Le V.O.K. s'est toujours opposé à ce discours. Nous ne voulions pas être instrument-

alisées par ce discours islamophobe. Nous avons publié une brochure sur le féminisme et le multiculturalisme pour remettre en avant le féminisme tel que nous le concevons. Les concepts centraux que nous y défendons sont l'autonomie, la solidarité, la liberté et l'égalité.

Il ne reste pas grand-chose en Belgique de la seconde vague féministe, mais il y a toujours quelques organisations et surtout quelques personnalités avec une certaine audience. Beaucoup de femmes ont été influencées par la deuxième vague féministe. Il y a malheureusement de nombreuses femmes qui croient au discours sur la femme occidentale libérée et la musulmane opprimée. Nous rencontrons beaucoup de résistance de la part de cette mouvance féministe.

Mais notre brochure a quand même eu un retentissement important. Après l'interdiction du port du foulard, il était temps pour nous de mettre nos idées en pratique. Nous sommes soutenues par le V.O.K., par des groupes de femmes immigrées et par un groupe de jeunes féministes.

On justifie l'interdiction du voile avec deux arguments: on nous dit qu'elle doit libérer les femmes et ensuite, qu'il s'agit de la neutralité de l'État. Concernant le premier argument, nous partons du principe féministe que c'est à la femme de décider de porter ou de ne pas porter un foulard.

Concernant le deuxième argument sur la 'neutralité' définie comme l'absence de symboles religieux, pourquoi y-a-t-il interdiction maintenant alors que pendant des années personne ne s'opposait à ce que les travailleuses dans les services de la commune portaient le voile ? Pourquoi n'a-t-on jamais rien dit sur le port d'une croix ? Même si officiellement, il s'agit de l'interdiction de tous les symboles religieux, cela montre bien qu'il s'agit en fait de l'interdiction du foulard.

La neutralité n'est pas un principe éternel qui tombe du ciel. Il s'agit d'organiser la société dans le respect des droits et des

libertés de chacun.e. Dans une société qui change, il faut réfléchir à comment appliquer ce principe de neutralité. Dans une société multiculturelle et multi religieuse, la neutralité signifie qu'on donne la possibilité aux individus de se revendiquer de leur croyance et d'en porter les symboles, s'ils le veulent. Mais en tant que fonctionnaire, ces personnes doivent se tenir à des règles – c'est évident.

Le succès de l'idée de la femme occidentale libérée n'est-il pas lié à ce qu'on entend aujourd'hui sous le terme de féminisme ? C'est-à-dire que les femmes doivent avant tout choisir de faire une carrière individuelle ?

En effet, c'est ce type de féminisme qui est devenu dominant après le déclin du mouvement féministe dans les années quatre-vingt. En l'absence d'un mouvement qui mettait en avant ses propres revendications et qui pouvait faire changer les choses, ce sont les politiques institutionnelles publiques qui ont occupé le devant. Ceci était une reconnaissance de fait de l'émancipation des femmes. Mais le revers de la médaille, c'était l'intégration de cette émancipation dans le statu quo et seules les mesures qui acceptaient cet état des choses, étaient appliquées. Il n'était plus question d'un changement radical de la société. L'inégalité structurelle dans la société changeait un peu de forme, mais elle restait en même temps inchangée. Des féministes comme celles de BOEH doivent donc se battre contre deux courants: l'islamophobie et l'interprétation néolibérale du féminisme.

En plus, ces deux courants sont liés. La logique de l'islamophobie est culturaliste, c'est-à-dire que les différences dans la société ont des causes culturelles. On ne parle plus de l'aspect social et économique, il est passé sous silence et l'inégalité est acceptée comme une donnée naturelle. C'est le même discours néolibéral donc. De cette manière, on cache les liens entre les différentes formes d'inégalité.



Et on ne demande pas l'opinion des femmes concernées...

Les femmes qui portent un foulard n'ont plus aucune liberté d'action, on ne les prend pas au sérieux quand elles expliquent qu'elles ont choisi elle-même de porter le foulard. Nous autres aussi, dans BOEH, on est traitées comme étant incapables de faire nos propres choix. Le dirigeant du 'Vlaams Belang' Filip De Winter m'a dit: "Vous vous prostituez devant l'islam". D'autres personnes ne sont pas aussi grossières, mais elles pensent la même chose quand elles disent que nous nous laissons manipuler par l'islam. Il existe heureusement beaucoup de femmes musulmanes, portant le foulard, qui s'expriment très bien dans les médias. C'est un choc pour les gens qui ont cru dans cette image de la femme musulmane opprimée.

Quels résultats avez-vous obtenu jusqu'à présent avec BOEH ?

Notre dernière action a été de porter plainte auprès du Conseil d'État contre l'interdiction du port du foulard pour les élèves dans l'enseignement public. Nous avons obtenu un petit succès, car l'interdiction a été suspendue jusqu'au verdict de la Cour Constitutionnelle, ce qui peut facilement prendre un an. On voit de nouveau que nous ne sommes pas considérées comme des personnes pouvant prendre nos propres initiatives. Déposer plainte coûte en effet beaucoup d'argent – nous avons engagé un cabinet d'avocats très connus - et je suis fière de pouvoir dire que tout a été payé par des dons venant d'un peu partout. Entretemps, on nous accuse d'avoir accepté de l'argent de l'Arabie Saoudite et d'autres.

Malgré les résistances et malgré le fait que nous ne sommes qu'un petit groupe d'action, nous avons pu faire connaître notre point de vue. Nous organisons toutes sortes d'actions, nous écrivons des lettres aux journaux, nous régissons à l'actualité. Mais dans toute ma longue vie de féministe de gauche, c'est bien la première fois que pour certaines personnes dans mon propre entourage, mon point de vue est devenu un problème.

Parfois on nous reproche de nous occuper d'un thème qui n'est en effet pas très important, mais ces foulards sont suffisamment importants pour qu'on les interdise! Derrière cet interdit, il y a beaucoup de choses non dites. C'est un social-démocrate qui, sous la pression de l'extrême droite, du Vlaams Belang, a mis en place l'interdiction. Ils l'ont fêté comme une victoire. Pour des féministes, notre point de départ est une évidence; nous défendons le libre choix des femmes, leur droit à l'enseignement – parce que l'interdiction limitera la possibilité de l'enseignement pour un certain nombre de filles – et le droit au travail. Il s'agit des droits des femmes.

Qui vous donne le plus de soutien ?

Le soutien vient de sources différentes. Notre vision du féminisme donne des réactions

rapproche. En travaillant ensemble, on a tissé des liens. Au début on se présentait comme un groupe d'action composé de femmes allochtones et autochtones, musulmanes et non-musulmanes etc. – à un certain moment, on en avait marre, maintenant nous nous présentons en premier lieu comme un groupe d'action féministe. ■

Interview parue dans le magazine Grenzeloos, publication du SAP (Socialistische Alternatieve Politiek), section Néerlandaise de la Quatrième Internationale. Grenzeloos paraît tous les deux mois. www.grenzeloos.org

^[1] BOEH rappelle le slogan du mouvement pour l'avortement libre: *Baas over eigen Buik, maître de son propre ventre.*

^[2] Interdiction du port du foulard dans les services publics et l'enseignement public dans toute la Belgique.



différentes car la critique de la société est controversée dans toutes les couches sociales. BOEH est la preuve vivante qu'il y a des féminismes différents et qu'il existe aussi un féminisme islamique. Il y a certainement des divergences mais nos points de départ sont les mêmes, c'est-à-dire que c'est à la femme seule de définir en quoi consiste sa libération. On a parlé de BOEH comme faisant parti de la formation d'un "nous nouveau": nous partageons une même vision et une même lutte qui nous



poster: BOEH / www.baasovereigenhoofd.be

livre: Moscow – Progress Publishers

Discours de Patrice Lumumba à la cérémonie de l'indépendance congolaise Léopoldville, le 30 juin 1960

Congolais et Congolaises, combattants de l'indépendance aujourd'hui victorieux, je vous salue au nom du gouvernement congolais.

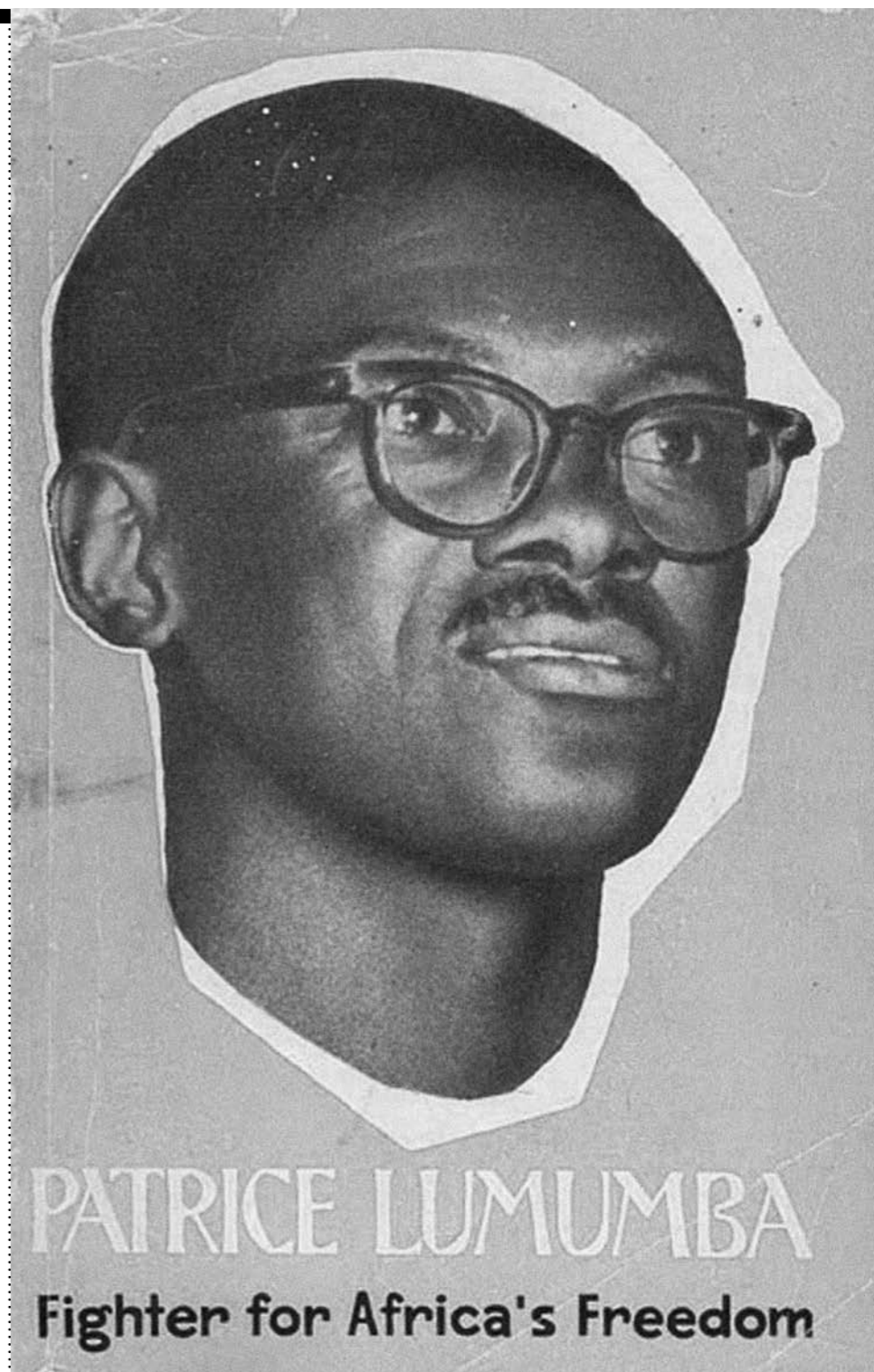
A vous tous, mes amis, qui avez lutté sans relâche à nos côtés, je vous demande de faire de ce 30 juin 1960, une date illustre que vous garderez ineffaçablement gravée dans vos cœurs, une date dont vous enseignerez avec fierté la signification à vos enfants, pour que ceux-ci, à leur tour, fassent connaître à leurs enfants l'histoire glorieuse de notre lutte pour la liberté.

Car cette indépendance du Congo, si elle est proclamée aujourd'hui dans l'entente avec la Belgique, pays ami avec qui nous traitons d'égal à égal, nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier cependant que c'est par la lutte qu'elle a été conquise (applaudissements), une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, nos souffrances, ni notre sang.

Cette lutte, qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes, car ce fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous était imposé par la force.

Ce que fut notre sort en 80 ans de régime colonial, nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions les chasser de notre mémoire.

Nous avons connu le travail harassant, exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim; ni de nous vêtir ou nous loger décemment, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers. →



Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir parce que nous étions des nègres. Qui oubliera qu'à un Noir on disait "tu", non certes comme un ami, mais parce que le "vous" honorable était réservé aux seuls blancs?

Nous avons connu que nos terres fussent spoliées au nom de textes prétendument légaux qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort. Nous avons connu que la loi n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir, accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres.

Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses, exilés dans leur propre patrie, leur sort était vraiment pire que la mort même.

Nous avons connu qu'il y avait des maisons magnifiques pour les Blancs et des paillotes croulantes pour les Noirs; un Noir n'était admis ni dans les cinémas, ni dans les restaurants, dans les magasins dits européens.; un Noir voyageait à même la coque des péniches, aux pieds du Blanc dans sa cabine de luxe.

Qui oubliera enfin les fusillades où périrent tant de nos frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'une justice d'oppression et d'exploitation.

Tout cela, mes frères, nous en avons profondément souffert.

Mais tout cela aussi, nous que le vote de vos représentants élus a agréés pour diriger notre cher pays, nous qui avons souffert dans notre corps et dans notre cœur de l'oppression colonialiste, nous vous le disons tout haut, tout cela est désormais fini.

La République du Congo a été proclamée et notre cher pays est maintenant entre les mains de ses propres enfants. Ensemble, mes frères, mes sœurs, nous allons commencer une nouvelle lutte, une lutte sublime qui va mener notre pays à la paix, à la prospérité et à la grandeur. Nous allons établir ensemble la justice sociale et assurer que chacun reçoive la juste rémunération de son travail.

Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté, et nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique tout entière.

Nous allons veiller à ce que les terres de notre patrie profitent véritablement à ses enfants. Nous allons revoir toutes les lois d'autrefois et en faire de nouvelles qui seront justes et nobles.

Nous allons mettre fin à l'oppression de la pensée libre et faire en sorte que tous les citoyens jouissent pleinement des libertés fondamentales prévues dans la Déclaration des Droits de l'homme.

Nous allons supprimer efficacement toute discrimination quelle qu'elle soit et donner à chacun la juste place que lui vaudra sa dignité humaine, son travail et son dévouement au pays.

Nous allons faire régner non pas la paix des fusils et des baïonnettes, mais la paix des cœurs et de bonnes volontés.

Et pour tout cela, chers compatriotes, soyez sûrs que nous pourrions compter non seulement sur nos forces énormes et nos richesses immenses, mais sur l'assistance de nombreux pays étrangers dont nous accepterons la collaboration chaque fois qu'elle sera loyale et ne cherchera pas à nous imposer une politique quelle qu'elle soit.

Dans ce domaine, la Belgique qui, comprenant enfin le sens de l'histoire, n'a pas essayé de s'opposer à notre indépendance est prête à nous accorder son aide et son amitié, et un traité vient d'être signé dans ce sens entre nos deux pays égaux et indépendants. Cette coopération, j'en suis sûr, sera profitable aux deux pays. De notre côté, tout en restant vigilants, nous saurons respecter les engagements librement consentis.

Ainsi, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le Congo notre chère république que mon gouvernement va créer, sera un pays riche, libre et prospère. Mais pour que nous

arrivions sans retard à ce but, vous tous législateur et citoyens congolais, je vous demande de m'aider de toutes vos forces. Je vous demande à tous d'oublier les querelles tribales qui nous épuisent et risquent de nous faire mépriser à l'étranger. Je demande à la minorité parlementaire d'aider mon gouvernement par une opposition constructive et de rester strictement dans les voies légales et démocratiques.

Je vous demande à tous de ne reculer devant aucun sacrifice pour assurer la réussite de notre grandiose entreprise. Je vous demande enfin de respecter inconditionnellement la vie et les biens de vos concitoyens et des étrangers établis dans notre pays. Si la conduite de ces étrangers laisse à désirer, notre justice sera prompte à les expulser du territoire de la République. Si par contre, leur conduite est bonne, il faut les laisser en paix, car eux aussi travaillent à la prospérité de notre pays.

L'indépendance du Congo marque un pas vers la libération de tout le continent africain.

Voilà, Sire, Excellences, Mesdames, Messieurs, mes chers compatriotes, mes frères de ma race, mes frères de lutte, ce que j'ai voulu vous dire au nom du gouvernement en ce jour magnifique de notre indépendance complète et souveraine.

Notre gouvernement fort, national, populaire, sera le salut de ce pays. J'invite tous les citoyens congolais, hommes, femmes et enfants, de se mettre résolument au travail en vue de créer une économie nationale prospère qui consacrera notre indépendance économique.

Hommage aux combattants de la liberté nationale! Vive le Congo indépendant et souverain! ■



peinture p30: Ishibumba Kanda Matulu / www.amigos-de-mocambique.org/congo2.htm

Devoir de mémoire: Les crimes de la Belgique coloniale au Congo

✦ par Eric Toussaint

Exposé présenté lors d'une conférence organisée le mardi 12 juin 2007 à Liège par le CADTM sur la période historique du Congo soumis à Léopold II (1885-1908).

Au début du 20e siècle, dans le cadre d'une campagne internationale de protestation contre les crimes dont se rendait coupable le régime de Léopold II au Congo, une période d'opprobre frappe Léopold II. Puis, on enregistre au cours des années 1930, une sorte de réhabilitation de Léopold II et on inaugure des plaques "commémoratives" dans une série de lieux publics extrêmement importants au niveau de la mémoire, comme le hall de l'hôtel de ville de Liège.

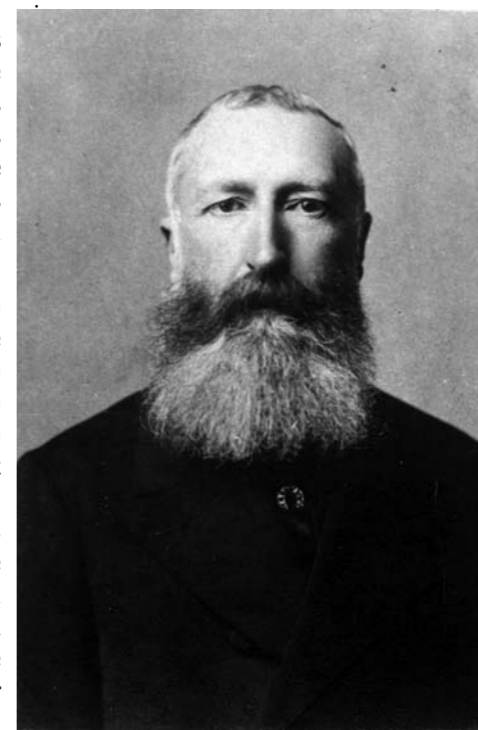
Nous voulons aborder d'une manière tout à fait critique, avec un parti pris de mise en cause, ces aspects de l'Histoire de manière à ce que la Belgique assure réellement un devoir de mémoire, une obligation de mémoire. Comme le disait José Mukadi qui a introduit cette soirée, des débats ont agité en Belgique, dans les huit derniers mois, sur la question de savoir s'il fallait permettre à un nouvel élu municipal de siéger dans un conseil communal alors qu'il niait le génocide arménien du début du 20e siècle. Par contre, le silence est de mise lorsqu'il s'agit des actions du Roi des Belges au Congo de la fin du 19e siècle au début du 20e siècle. Il y a là une mémoire tout à fait sélective des mandataires politiques belges, de la presse, de certains professeurs d'université. Notre rôle consiste à réintroduire dans le débat, dans les questions de société, la responsabilité de la Belgique à l'égard du peuple congolais.

Il s'agit d'un travail qui s'étendra sur plusieurs mois. Nous convoquerons, avec d'autres organisations, une journée d'étude à Bruxelles où nous ferons appel à une série d'historiens en leur donnant

le temps d'exposer les faits et de débattre. Je précise que moi-même, je ne suis pas docteur en histoire, je suis historien de l'école normale de Jonfosse et docteur en Sciences politiques de l'université de Liège et de l'université de Paris VIII.

Mise en perspective historique de la colonisation du Congo

A la fin du 18e siècle, soit plus d'un siècle avant le démarrage de la colonisation



LÉOPOLD II
ROI DES BELGES

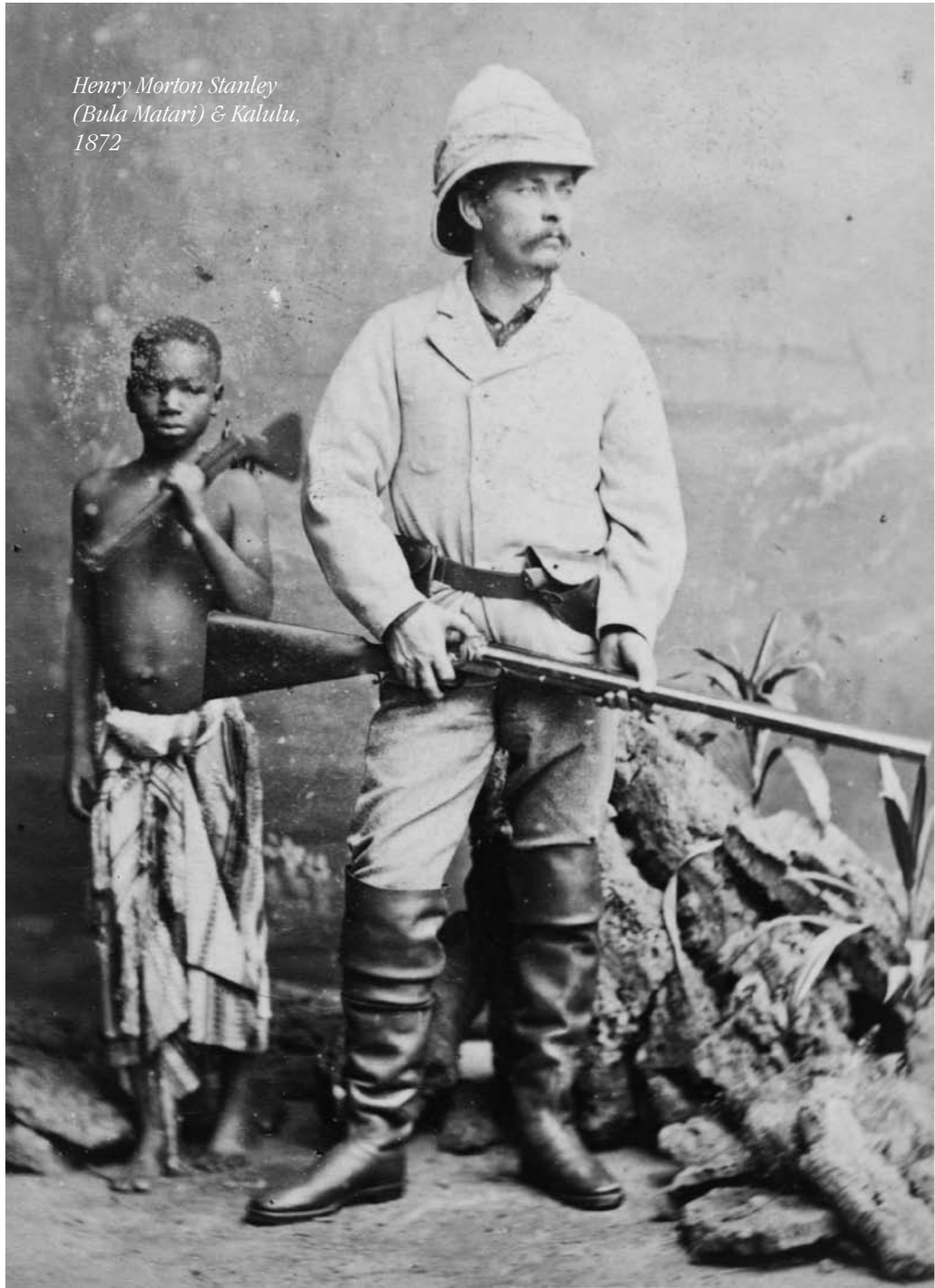
leopoldienne du Congo, les 13 colonies britanniques d'Amérique du Nord, suite à une guerre d'indépendance, se libèrent de la couronne britannique. La Grande-Bretagne, dans une autre partie de la planète, renforçait son emprise, en imposant la colonisation de l'Asie du Sud, l'Inde au sens large, de la fin du 18e siècle jusqu'au milieu du 20e siècle. De leur côté, les Hollandais renforçaient leur domination sur l'Indonésie. Ceux qui luttèrent

pour la libération, pour la suppression des colonies, ne se limitaient pas aux descendants européens – récemment immigrés – qui ont obtenu l'indépendance des 13 colonies britanniques d'Amérique du Nord pour fonder ensemble, en 1776, les Etats-Unis d'Amérique du Nord.

Un peuple extrêmement courageux, un peuple noir descendant direct d'Africains, le peuple d'Haïti, conquiert aussi son indépendance en 1804 contre la domination française. Au cours des vingt années suivantes, des guerres d'indépendance sont livrées en Amérique Latine. Elles sont dirigées par des personnes comme Simon Bolivar qui va défaire, en plusieurs batailles, les troupes espagnoles qui dominent une grande partie de l'Amérique Latine. Je mentionne tout cela parce que, à la fin du 18e siècle et au début du 19e siècle, alors que toute une série de pays conquièrent leur indépendance aux Amériques, l'Afrique subsaharienne est encore largement non colonisée par les Européens. Cela ne l'empêche pas d'avoir subi les effets de la colonisation des autres continents par le biais du commerce triangulaire et de la traite des Noirs. Plusieurs dizaines de millions d'Africains sont réduits en esclavage et transportés de force aux Amériques entre le 17e siècle et le milieu du 19e siècle. C'est dans le quatrième quart du 19e siècle que l'Afrique subsaharienne tombe complètement sous le joug colonial des pays européens: Grande-Bretagne, France, Portugal, Allemagne, Belgique ... principalement.

Léopold II, deuxième roi des Belges, cherche à doter son pays d'une colonie

Léopold II envisage de coloniser une partie de l'Argentine, puis il se tourne vers les Philippines et il en demande le prix aux Espagnols. Ce prix est trop élevé, il ne peut



Henry Morton Stanley
(Bula Matari) & Kalulu,
1872

pas le payer. Finalement, il jette son dévolu sur l'immense bassin du fleuve Congo. Pour ce faire, il utilisera la ruse afin de ne pas entrer en conflit avec les grandes puissances européennes qui sont déjà, elles, d'importantes puissances coloniales et qui auraient les moyens de réduire à néant les ambitions coloniales de la Belgique, venue tardivement réclamer sa part du gâteau. Avant de devenir roi, Léopold II avait parcouru une partie importante du monde colonial: Ceylan, l'Inde, la Birmanie, l'Indonésie. Il tomba en admiration au cours de ses voyages devant les méthodes des Pays-Bas à Java en Indonésie. Java était pour lui le modèle à suivre et c'est ce qu'il appliquera lors de sa colonisation au Congo. Le modèle javanais reposait

sur la main d'oeuvre forcée. Au 19e siècle, les arguments utilisés par les Européens pour coloniser l'Afrique et l'Asie étaient principalement les suivants: christianiser les païens; apporter à tout le monde les bénéfices du libre commerce (cela reste très actuel...) et, dans le cas de l'Afrique subsaharienne, en finir avec la traite des esclaves par les Arabes. A partir de 1865, quand Léopold II accède au trône, il entreprend de nombreuses initiatives pour doter la Belgique d'une colonie. Par exemple, en 1876, il organise au palais royal une conférence géographique internationale. Selon lui, l'objectif - et c'est cohérent par rapport au prétexte qui était utilisé à l'époque - est:

le fleuve Congo jusqu'à son embouchure.

La conférence de Berlin de 1885 et la création de l'Etat indépendant du Congo

En 1885, après de multiples manoeuvres diplomatiques, Léopold II obtient à Berlin l'autorisation de créer un Etat indépendant du Congo. Le chancelier Bismarck dit en clôture de la conférence de Berlin en février 1885: "Le nouvel Etat du Congo est destiné à être un des plus importants exécutants de l'oeuvre que nous entendons accomplir, et j'exprime mes meilleurs vœux pour son développement rapide et pour la réalisation des nobles desseins de son illustre créateur." Parallèlement à ses discours dans les grandes conférences,

"Ouvrir à la civilisation la seule partie de notre globe où elle n'ait point encore pénétré, percer les ténèbres qui enveloppent des populations entières, c'est, j'ose le dire, une croisade digne de ce siècle de progrès. (...) Il m'a paru que la Belgique, Etat central et neutre, serait un terrain bien choisi pour une telle réunion. (...) Ai-je besoin de vous dire qu'en vous conviant à Bruxelles, je n'ai pas été guidé par des vues égoïstes? Non, Messieurs, si la Belgique est petite, elle est heureuse et satisfaite de son sort; je n'ai d'autre ambition que de la bien servir.". Et il explique qu'avec cette société internationale de géographie où il a convoqué une série de grands explorateurs, il s'agira de construire des routes à ouvrir successivement vers l'intérieur et des stations hospitalières, scientifiques et pacificatrices qui constitueront autant de moyens d'abolir l'esclavage, d'établir la concorde entre les chefs, de leur procurer des arbitres justes, désintéressés. Cela, c'est le discours officiel. Très peu de temps après, il embauche l'explorateur Stanley qui venait de traverser l'Afrique d'est en ouest en suivant

Léopold II tient un autre type de propos: les documents qu'il envoie à ceux qu'il délègue dans l'Etat indépendant du Congo pour le mettre en valeur, ou les déclarations qu'il fait à la presse. Par exemple, le 11 décembre 1906, paraît une interview au journal new-yorkais Publisher's Press où il dit - je le cite et ayons à l'esprit que nous sommes en 1906, plus de vingt ans après la conférence de Berlin: "Quand on traite une race composée de cannibales depuis des milliers d'années, il est nécessaire d'utiliser des méthodes qui secoueront au mieux leur paresse et leur feront comprendre l'aspect sain du travail".

Dès le moment où, en 1885, Léopold II peut créer de toutes pièces l'Etat indépendant du Congo qui est SON Etat personnel, il prend un premier décret fondamental: toutes les terres considérées vacantes deviennent propriété de l'Etat. Il s'approprie les terres alors que l'objectif de l'Etat indépendant du Congo était de permettre aux chefs congolais de s'entendre et de se défendre par rapport aux Arabes qui les réduisaient en esclavage. En réalité, il passe une série de traités, via Stanley, avec une série de chefs coutumiers du Congo, par lesquels ces chefs coutumiers transfèrent la propriété des terres de leurs villages ou de leurs domaines au chef de l'Etat indépendant du Congo, Léopold II. Les autres terres, un immense territoire, sont déclarées vacantes et deviennent donc aussi la propriété de l'Etat indépendant du Congo.

Le modèle javanais appliqué par la Belgique de Léopold II au Congo

C'est alors que Léopold II applique le modèle de l'exploitation hollandaise de Java: il exploite systématiquement la population qu'il réussit à dominer notamment par la création de la Force publique, en exigeant de cette population qu'elle récolte du latex (du caoutchouc naturel), des défenses d'éléphants, et qu'elle fournisse la nourriture nécessaire aux besoins des colons. Le roi s'octroie un monopole sur à peu près toutes les activités et les richesses du Congo. Son modèle implique une récolte maximale des richesses naturelles du Congo par des moyens qui n'ont rien à voir avec des méthodes directement modernes de production industrielle. Non, il s'agit de forcer la population congolaise à récolter le latex pour ramener obligatoirement une certaine quantité par tête, à chasser pour ramener d'énormes quantités de

défenses d'éléphants. Léopold II entretient une force coloniale dotée d'une armée principalement composée de Congolais et commandée entièrement par des Belges, pour imposer le respect de l'ordre colonial et le respect des obligations de rendement. Il utilisera systématiquement des méthodes d'une absolue brutalité. Par tête d'habitant, il fallait ramener tant de caoutchouc.

Pour forcer les chefs de villages et les hommes à partir à la cueillette, on emprisonnait leurs femmes dans des camps de concentration où elles étaient régulièrement soumises à des sévices sexuels de la part des colons ou des Congolais de la Force publique. Si l'on n'obtenait pas les résultats et les quantités obligatoires, on tuait pour faire des "exemples", ou on mutilait. Des photos de l'époque montrent des personnes victimes de ces mutilations, qui avaient un sens tout à fait précis. Les soldats de la Force publique devaient faire la preuve qu'ils avaient utilisé chaque cartouche à bon escient: ils devaient donc ramener une main coupée pour prouver que la cartouche avait bien servi à tuer un Congolais. La vision, la politique de Léopold II, roi des Belges et représentant des intérêts de la Belgique, du peuple belge, correspondait donc à un mode de colonisation extrêmement brutal.

Il dit d'ailleurs à propos du modèle de colonisation:



"Soutenir que tout ce que le blanc fera produire au pays doit être dépensé uniquement en Afrique et au profit des noirs est une

véritable hérésie, une injustice et une faute qui, si elle pouvait se traduire en fait, arrêterait net la marche de la civilisation au Congo. L'Etat qui n'a pu devenir un Etat qu'avec l'actif concours des blancs, doit être utile aux deux races et faire à chacune sa juste part.". Manifestement la part qui revient au Congolais, c'est le travail forcé, la chicote et les mains coupées. Sur la question de l'exploitation sauvage du caoutchouc, je donnerai seulement quelques chiffres: l'exploitation du caoutchouc commence en 1893 et est liée aux besoins en pneumatiques de l'industrie automobile naissante et du développement de la bicyclette. On produit 33.000 kilos de caoutchouc en 1895, on en récolte 50.000 kilos en 1896, 278.000



kilos en 1897, 508.000 kilos en 1898... Les récoltes absolument énormes vont donc rapporter des bénéfices extraordinaires aux sociétés privées que Léopold II a créées, et dont il est l'actionnaire principal, pour gérer des affaires de l'Etat indépendant du Congo. Le prix du kilo de caoutchouc à l'embouchure du fleuve Congo est de 60 fois inférieur au prix de vente en Belgique. Cela rappelle aussi des choses très actuelles avec les diamants ou le coltan collectés aujourd'hui. →

La campagne internationale contre les crimes de la Belgique de Léopold II au Congo

Cette politique a finalement donné naissance à une immense campagne internationale contre les crimes perpétrés par le régime léopoldien. Ce sont des pasteurs noirs des Etats-Unis qui s'insurgent contre cet état de chose, puis le fameux Morel. Celui-ci travaille pour une société britannique à Liverpool et est amené à voyager régulièrement à Anvers. Il fait le constat suivant: alors que Léopold II prétend que la Belgique fait



des échanges commerciaux avec l'État indépendant du Congo, les bateaux ramènent du Congo des défenses d'éléphants, des milliers de kilos de caoutchouc, et ne repartent qu'avec des armes, essentiellement, et des aliments pour la force coloniale. Morel pense qu'il s'agit là d'un bien drôle de commerce, d'un bien drôle d'échange. Les Belges de l'époque qui soutenaient Léopold II ne reconnurent jamais cette réalité. Ils affirmèrent que Morel représentait les intérêts de l'impérialisme britannique et ne critiquait les Belges que pour prendre leur place.

Paul Janson, dont le principal auditoire de l'université libre de Bruxelles, porte le nom, dira: "Je ne vais jamais critiquer l'œuvre de Léopold (il était député à la chambre) car ceux qui le critiquent notamment les Britanniques, ne le font qu'avec la politique de ôte toi de là que je m'y mette". Cependant, les critiques prennent de l'ampleur, avec des livres comme celui de Joseph Conrad, Au cœur des ténèbres, et le crime du Congo belge, un livre trop méconnu de Arthur Conan Doyle, l'écrivain qui a inventé Sherlock Holmes. Une campagne internationale contre l'exploitation du Congo se traduit par des manifestations aux Etats-Unis ainsi qu'en

Grande-Bretagne et finit par produire des effets. Léopold II se voit obligé de constituer une commission d'enquête internationale en 1904 qui se déplace sur place, au Congo, pour récolter des témoignages. Les témoignages que cette commission internationale récolte sont accablants. On les trouve tous sous une forme manuscrite dans les archives de l'État belge.

Aujourd'hui, le devoir de mémoire par rapport aux crimes contre l'humanité commis au Congo

Au cours des vingt dernières années, beaucoup de conférences ont été données, des livres ont été publiés pour dénoncer le type d'Etat que Léopold II, Roi des Belges, avait instauré au Congo. Bref, une ample littérature sérieuse s'est ajoutée aujourd'hui aux documents d'époque. On y apprend par exemple que la part du budget que l'Etat indépendant du Congo destinait aux dépenses militaires oscillait bon an mal an entre 38% et 49% des dépenses totales. C'est dire l'importance de la chicotte, l'importance des fusils modernes pour instaurer une dictature utilisant systématiquement l'arme de la brutalité et des assassinats... On peut considérer, sans risque d'erreur, que le Roi des Belges et l'Etat indépendant du Congo, qu'il dirigeait avec l'accord du gouvernement et du parlement belges de l'époque, sont responsables de "crimes contre l'humanité" commis de manière délibérée. Ces crimes ne constituent pas des bavures, ils sont le résultat direct du type d'exploitation auquel le peuple congolais était soumis. Certains auteurs, et non des moindres, ont parlé de "génocide". Je propose de ne pas engager un débat qui se focalise sur cette question parce qu'il est difficile d'établir exactement des données chiffrées. Certains auteurs sérieux estiment que la population congolaise en 1885 atteignait 20 millions et qu'au moment où Léopold II doit transmettre à la Belgique en 1908 son Congo à la Belgique pour en faire le Congo belge, il restait 10 millions de Congolais. Ce sont des estimations d'auteurs sérieux, mais difficiles à prouver dans la mesure où il n'y avait pas de recensement de population.

Au lieu de millions de victimes, si le nombre de celles-ci s'élevait à des dizaines de milliers ou à des centaines de milliers de victimes innocentes de l'activité coloniale de Léopold II, il n'en resterait pas moins qu'il s'agit de crimes contre l'humanité et

qu'il est fondamental de rétablir la vérité historique. Des citoyens, et notamment des jeunes, entrant dans le hall de l'hôtel de ville de la ville de Liège, ou allant de la rue du Trône vers la place Royale à Bruxelles, passent devant la plaque saluant l'œuvre coloniale ou devant la statue équestre de Léopold II. Des citoyens passent devant la statue de Léopold II érigée à Ostende en front de mer. Ils voient un Léopold II majestueux avec, en contrebas, des Congolais reconnaissants, tendant leurs mains reconnaissantes vers lui avec pour seul commentaire le rôle civilisateur de Léopold II pour libérer les Congolais de la traite des esclaves... Il est urgent de rétablir la vérité historique et d'arrêter de mentir à nos enfants, de mentir aux citoyens belges, d'arrêter d'insulter la mémoire des victimes, des descendants des victimes et des descendants des Congolais qui ont subi dans leur chair, dans leur dignité, une domination absolument terrible. Ce devoir de mémoire, il doit être fait ailleurs aussi. Qu'on évite un débat du type: "vous ne faites que critiquer la Belgique et vous taisez ce qui s'est passé ailleurs".

J'ai commencé mon exposé par situer le contexte: la Grande-Bretagne a dominé de manière extrêmement brutale l'Asie du Sud; les Pays-Bas ont dominé avec une violence extrême les populations d'Indonésie; avant cela, on avait exterminé les trois quarts de la population de ce qu'on appelait, à ce moment-là, les Amériques et, dans le cas de la Caraïbe, on en a exterminé quasiment 100% au cours du 16e siècle. L'Etat belge n'a donc pas du tout le monopole de la brutalité, mais nous sommes en Belgique et, en tant que citoyens belges, avec nos amis congolais, avec les ressortissants des différents pays qui vivent en Belgique, il est fondamental de faire ce devoir de mémoire et de rétablir la vérité historique.

Comme nous le proposons, ce peut être en démontant la plaque de bronze qui se trouve dans l'hôtel de ville et en la mettant dans un musée avec toute l'explication nécessaire. Pour le moins, ce peut être en accompagnant cette plaque d'une explication adéquate correspondant à la vérité historique sur la base de travaux scientifiques. C'est pour cela que nous demandons aux autorités communales qu'elles contribuent à rendre justice à la mémoire des citoyens du Congo et d'ici, tous citoyens du monde. C'est aussi pourquoi nous demandons la mise en place d'une commission parlementaire d'enquête sur le passé colonial de la Belgique. ■

http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Congo_belge_campagne_1918.jpg

Florence Aubenas Le quai de Ouistreham

Le Quai de Ouistreham

Florence Aubenas
Éditions de l'Olivier
276 pages
19 euros

Florence Aubenas a voulu se rendre compte de ce que signifiait réellement la crise pour ceux qui la vivaient au quotidien. Elle a quitté provisoirement la rédaction du Nouvel Observateur pour se rendre à Caen. Munie du CV d'une femme de 48 ans n'ayant pas travaillé depuis vingt ans, elle s'est présentée à Pôle emploi pour chercher du travail. Partie du principe qu'elle arrêterait son enquête dès qu'on lui proposerait un CDI (elle ne voulait pas prendre le travail de quelqu'un), son livre retrace ses six mois de galère. Après deux mois, elle obtient quand même plusieurs CDD de quelques heures par semaine pour faire le ménage dans des entreprises et sur un ferry. Elle nous fait partager la vie des personnes les plus fragilisées, l'invisibilité imposée aux personnels de ménage, les difficultés pour se rendre sur le lieu de travail lorsqu'on n'a pas de véhicule, les formations bidons, les contrats de trois heures qui se traduisent dans la réalité par cinq heures de travail, mais aussi l'éloignement de ces travailleurs précaires de la politique, le peu de prise des syndicats...

Ce livre donne envie de se battre et interroge sur la manière de le faire dans une société où la survie au jour le jour est le lot de millions de travailleurs précaires.

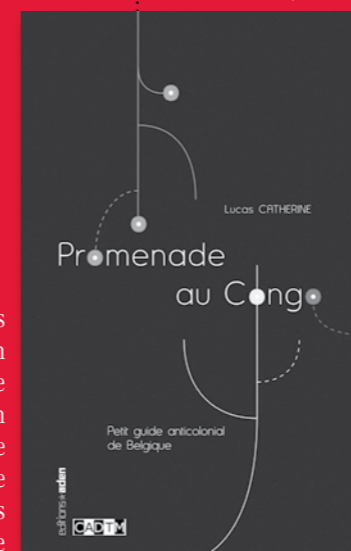
— Dominique Angelini

Promenades au Congo: petit guide anticolonial de Belgique

Lucas Catherine

Édition Aden & CADTM, 176 pages
18 euros

Ce guide anticolonial des villes belges, traduction augmentée de l'ouvrage de Lucas Catherine Wandelen naar Kongo, vous invite à une relecture de l'histoire coloniale de la Belgique à travers des promenades, au détour d'une rue, d'un monument ou d'un bâtiment. Le patrimoine public constitue un angle d'approche très intéressant.



Chacune de nos villes connaît un monument, une stèle ou une rue qui commémore de façon positive la colonisation et exalte le mythe de son action civilisatrice. Le patrimoine public n'est pas neutre, il représente à la fois le pouvoir, qui en est le commanditaire, et la doxa "c'est-à-dire un ensemble d'opinions, de préjugés populaires, de présuppositions généralement admises sur lesquelles se fonde toute forme de communication". Analyser ce patrimoine architectural urbain apparaît dès lors comme un bon moyen de remettre en question l'histoire officielle, tout en soulevant des questions de fond, comme le maintien des rapports de domination, notamment à travers le mécanisme de la dette ou le pillage des richesses.

Dans cette édition, la contribution du CADTM (Comité pour l'Abolition de la Dette du Tiers Monde) consiste à introduire la question de la responsabilité de la Belgique à l'égard du peuple congolais, de la fin du XIXe siècle jusqu'à aujourd'hui. La position du CADTM vis à vis de l'histoire coloniale est résolument critique; comme toute lecture historique, elle n'est pas neutre, elle exprime un parti pris à travers le choix de certains éléments et l'importance qui leur est accordée.

La rencontre entre Lucas Catherine et le Comité pour l'Abolition de la Dette du Tiers Monde (CADTM) s'est faite au sein du Collectif Mémoires Coloniales; créé sous l'impulsion du CADTM Belgique en mars 2008. Le Collectif rassemble des membres d'associations, des écrivains, des historiens,

des journalistes et des citoyens. Des actions s'appuyant sur le Manifeste pour une relecture de l'Histoire coloniale, véritable charte du collectif, sont menées depuis septembre 2009. Ces actions ont pour objectifs, d'une part, de mettre en lumière les aspects négatifs et meurtriers de la colonisation belge et, d'autre part, d'exiger une relecture globale de la colonisation soumise à la rigueur de la recherche historique (notamment par

l'accès total aux archives), l'érection de monuments à la gloire de figures oubliées, l'annulation de la dette du Congo et des réparations pour la population congolaise.

— Pauline Imbach (CADTM Belgique)

Krouchtchev

Jean-Jacques Marie

600 pages
28 euros

On se souvient si volontiers des pitreries de l'homme - capable d'asséner sa chausure sur un pupitre de l'Onu pour faire taire un orateur - qu'on en oublierait presque que Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev (1894-1971) pratiqua docilement durant deux décennies les purges sanglantes ordonnées par Staline, liquida ses rivaux Beria et Malenkov pour parvenir au pouvoir et réprima féroce l'insurrection de Hongrie (1956).

Ce fils de serf né en Ukraine est l'exemple le plus achevé de ces simples soldats de l'appareil qui, promu par Staline, dirigeront l'URSS jusqu'à Gorbatchev. Confronté à une grave crise dans le pays, il engage des réformes économiques et sociales qui favoriseront la perestroïka des années 1980 tout en faisant le lit de la corruption et des inégalités, mais il reste prisonnier jusqu'à sa chute en 1964 du système du parti unique.

En politique étrangère, Khrouchtchev, pour maintenir le statu quo des accords de Yalta et de Potsdam, multiplie les gestes de "détente" envers les États-Unis, mais doit reculer devant Kennedy lors de l'affaire des missiles de Cuba. S'il hisse l'URSS au premier rang de la conquête spatiale, il ne peut empêcher la rupture avec Mao et maintient les "pays frères" dans une étroite subordination à Moscou, déchaînant les revendications nationales.

Pour cette première biographie de Khrouchtchev écrite par un historien français, Jean-Jacques Marie s'est appuyé sur l'édition russe, non expurgée par le KGB, de ses Mémoires, qui jettent une lumière crue sur la société soviétique des années 1920 à 1960, et a exhumé des archives partiellement ouvertes nombre de lettres et de procès-verbaux jusque-là inédits. ■



Tricot Trottoir contre roi colonial: Action très spéciale le 27 juin 2010

par Nadine Rosa-Rosso

Sous un soleil de plomb, Tricot Trottoir a infligé fin juin une punition en forme de collier au Roi Léopold II. Sa statue (pas loin du palais royal) a en effet été (re) décorée avec beau un collier de mains coupées, toutes crochetées artisanalement avec de vieux sacs en plastique.



Tricot Trottoir entend ainsi rappeler la punition infligée par notre très coloniale majesté aux Congolais obligés de travailler comme des esclaves pour remplir les caisses royales.

Une des tricoteuses a rappelé, le visage recouvert d'un masque crocheté également, que les travaux pharaoniques de l'avenue de Tervueren ont été financés par l'exploitation du peuple congolais et de ses richesses. "Nous voulons commémorer ces actes horribles avec ce collier de mains coupées" a-t-elle expliqué.

Hélène Madinda, directrice de Congo-Forum, a également pris la parole: "Je suis Congolaise et je trouve cette action très intéressante. Elle rappelle la réalité aux anciennes et aux nouvelles générations à qui on a caché beaucoup de choses. Aujourd'hui, on peut et on doit se permettre de dénoncer les exactions de Léopold II." ■

<http://artplastiekfabrique.wordpress.com>